



Assemblée générale

PROVISOIRE

**A/46/PV.34
29 octobre 1991**

FRANCAIS

Quarante-sixième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 34e SEANCE

**Tenue au Siège, à New York,
le mardi 22 octobre 1991, à 10 heures**

Président : M. SHIHABI (Arabie saoudite)
puis : M. PENNANEACH (Togo)
(Vice-Président)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14] (suite)

- a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence**
- b) Projet de résolution**

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE :

- a) NOTE DU SECRETAIRE GENERAL TRANSMETTANT LE RAPPORT DE L'AGENCE (A/46/353)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/46/L.10)

M. MONTAÑO (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : Comme les années précédentes, ma délégation souhaite exprimer sa reconnaissance à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour sa présentation détaillée des activités de l'Agence. Le rapport annuel de l'AIEA et la déclaration de M. Blix illustrent le professionnalisme et le dévouement extrêmes avec lesquels l'administration de l'Agence s'acquitte des importantes responsabilités que lui ont confiées les Etats membres.

Au moment où l'Agence est appelée à remplir des fonctions de la plus haute importance pour la paix et la sécurité internationales, nous ne pouvons que lui exprimer notre reconnaissance pour le travail qu'elle a accompli dans le cadre de ressources limitées. Cette situation démontre l'efficacité de l'Agence, mais est source aussi de préoccupations, car cet organisme a besoin de ressources, financières et humaines, pour s'acquitter pleinement de son mandat et atteindre ses objectifs. Nous maintenons fermement notre engagement d'assurer le financement approprié de l'Agence et de renforcer ses programmes, qui présentent incontestablement un intérêt pour nous tous.

Au stade actuel, il semble prématuré de faire le bilan des leçons du conflit dans le golfe Persique à partir des informations obtenues sur les capacités nucléaires de l'Iraq. Cependant, il est clair que, conformément au mandat énoncé aux termes des résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité, l'Agence a dû s'acquitter de tâches sans précédent, qui ont révélé des aspects jusqu'ici inconnus quant à la portée et aux limites du système de garanties. Les révélations à propos de la violation des obligations contractées par un Etat signataire du Traité sur la non-prolifération nucléaire sont source de préoccupations et exigent une réflexion sereine et pondérée pour qu'on puisse trouver la meilleure façon d'éviter la répétition de cette situation.

M. Montaña (Mexique)

Il n'y a pas le moindre doute qu'il a été possible d'esquiver le système de garanties du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est chargée d'appliquer. Il est possible que nous ne soyons pas en présence d'un cas unique, et c'est ce qui nous préoccupe profondément. Mon pays a déjà dit à plusieurs reprises, et il le répète, qu'il est indispensable de renforcer le système, mais en tenant compte des disparités dans les capacités financières et les installations nucléaires des pays développés et en développement. Nous estimons qu'il faut continuer d'élargir le schéma des garanties afin de parvenir à un système universel et plus transparent.

Le Mexique estime cependant qu'un système de garanties efficace exige un engagement sérieux de la part de la communauté internationale tout entière. Même s'il est vrai qu'un Etat a violé ses engagements aux termes du droit international, nous ne pouvons pas ignorer le fait que, dans des circonstances politiques différentes de celles d'aujourd'hui, on a maintenu une attitude d'extrême tolérance à l'égard de la fourniture de ressources et d'infrastructures qui ont permis une telle violation.

Il ne fait pas de doute qu'aucune raison ne justifie les erreurs qui se sont produites. Toutefois, ce que ma délégation souhaite souligner avec vigueur, c'est qu'il est nécessaire que, dans la recherche de mécanismes pour renforcer le système de garanties, nous soyons d'accord qu'il est urgent de revoir attentivement les mesures et les obligations que nous avons tous dans le domaine de la sécurité internationale. Comme dans d'autres cas où l'Organisation des Nations Unies a reconnu avec sagesse la valeur de la coopération internationale pour résoudre des problèmes qui nous touchent tous, dans ce cas également il est nécessaire de chercher des solutions conjointes impliquant l'engagement de tous les Etats Membres.

Le moment venu, ma délégation pense qu'il ne faudra pas prendre des mesures précipitées qui, au lieu de renforcer le système de garanties, porteraient préjudice aux droits souverains des Etats, surtout au regard de ce qui s'est produit en Iraq, cas extraordinaire qui a forcé le Conseil de sécurité à intervenir. Cette expérience a démontré que nous pouvions réagir de manière exceptionnelle devant un événement exceptionnel. Il ne faut pas essayer, toutefois, de soumettre les activités normales et régulières de

M. Montaña (Mexique)

l'AIEA à des procédures particulières comme cela a été le cas pour l'Iraq qui fit exception à la règle. Le système de garanties de l'AIEA répond à des besoins normaux, prévus dans le TNP et dans des accords entre les pays intéressés et l'AIEA, et nous devrions nous y tenir. Comme dans d'autres cas qui se sont révélés susceptibles d'être soumis à une action conjointe, il est possible de trouver des équilibres satisfaisants permettant d'associer à notre exigence de plus grande sécurité le respect de la juridiction interne des Etats.

D'autre part, le Mexique pense qu'aucun effort afin de renforcer le système de garanties de l'Agence ne doit porter préjudice aux autres activités qu'elle déploie. Ainsi l'on doit tenir dûment compte de l'équilibre nécessaire entre les activités principales de l'Agence. Ma délégation reste notamment persuadée qu'il ne faut pas réduire les ressources disponibles au bénéfice de l'assistance technique et de la coopération, activités fondamentales de l'AIEA qui sont de la plus grande importance pour les pays en développement.

Comme nous l'avons signalé dans le passé, la sécurité et le développement vont la main dans la main et ne peuvent exister valablement l'un sans l'autre. Sans aucun doute, l'une des leçons à tirer des actions auxquelles s'est livrée l'Organisation mandatée par le Conseil de sécurité au cours de ces derniers mois, c'est qu'il faut promouvoir les programmes destinés à l'application pacifique des techniques nucléaires. La contribution que peut apporter l'Agence au développement de nos pays est essentielle et ne doit pas se voir amoindrie pour une raison quelconque. Agir de la sorte reviendrait, il faut le répéter, à miner la contribution qu'apporte l'AIEA à la sécurité de nos Etats.

L'Agence internationale de l'énergie atomique, comme on peut le voir dans son rapport, continue d'apporter une contribution fondamentale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé et de la médecine, du développement industriel et scientifique, et d'engendrer la confiance nécessaire dans l'utilisation de l'atome en tant que source d'énergie.

Nous maintenons la thèse selon laquelle les programmes de coopération technique de l'AIEA doivent être élargis et renforcés. On aiderait de la sorte à consolider un ordre international plus stable et plus sûr, à

M. Montaña (Mexique)

l'intérieur d'un cadre de développement partagé. C'est un domaine qui exige de plus grandes ressources et qui pourrait fort bien bénéficier des développements positifs auxquels nous avons récemment assisté en matière de désarmement.

L'Agence internationale de l'énergie atomique est appelée à jouer un rôle central dans l'instauration d'une société internationale plus sûre, pacifique et stable. Nous devons faire en sorte que, au fur et à mesure qu'elle acquerra des responsabilités supplémentaires, nous ne perdions pas de vue des objectifs fondamentaux tels que la promotion de l'utilisation pacifique et constructive de l'énergie nucléaire. L'Agence doit rester à l'écart des débats politiques et des considérations conjoncturelles. Son travail objectif et qualifié ne doit pas être compromis. Son mandat doit maintenir l'équilibre qui est à l'origine de l'appui et de la confiance que tous les Etats lui accordent aujourd'hui. Nous sommes certains que tous les Etats partagent cette conception de l'Agence et que celle-ci saura se montrer à la hauteur de ce que nous en attendons dans le cadre de la nouvelle situation internationale.

M. KÄRHILO (Finlande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à féliciter le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ses collaborateurs du travail remarquable qu'ils ont accompli l'année passée. Des perspectives nouvelles s'offrent aujourd'hui aux activités de l'Agence. Pour reprendre les paroles du Directeur général, la tâche centrale de l'Agence a toujours été de contribuer à la maîtrise de l'énergie nucléaire. Mon gouvernement y voit une tâche à deux volets : accroître la confiance à l'égard des accords sur la non-prolifération, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, par le biais des garanties; et favoriser la sécurité de la production d'énergie nucléaire.

Il n'est plus opportun de présumer qu'une organisation internationale devrait favoriser l'utilisation d'une technologie donnée en tant que telle. Dans le cas de l'Agence, le meilleur moyen d'assurer un avenir à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire est de faire en sorte qu'elle soit généralement acceptée comme étant sans danger pour l'environnement. Le rôle de coopération technique de toute organisation devrait découler de ses objectifs fondamentaux.

Le Colloque d'Helsinki réunissant des experts de haut niveau sur l'électricité et l'environnement, tenu en mai dernier, a conclu, entre autres, que l'énergie nucléaire était la source non fossile qui avait le plus de chance d'être déployée à grande échelle et que ses coûts étaient compétitifs avec les combustibles fossiles pour la génération de puissance de base. Voilà exactement pourquoi nous avons besoin de l'Agence, avec ses deux principales fonctions : garanties et sécurité.

Plusieurs fois déjà le Directeur général s'est dit convaincu que le système actuel de garanties devrait être modifié. Il l'a encore fait hier. Nous appuyons sans réserve les propositions qu'il a faites au cours de sa déclaration. En fait, les inspections effectuées par l'Agence en Iraq, en vertu de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, ont mis à jour des faits qui soulèvent des questions sur les fondements mêmes du système actuel de garanties de l'Agence. Les activités menées clandestinement par l'Iraq pour se doter d'armes nucléaires, en violation flagrante de ses obligations de Traité, est un défi lancé à l'AIEA, et elle ne saurait manquer de le relever.

M. Karhilo (Finlande)

Nous notons avec satisfaction le travail que l'AIEA, en coopération avec la Mission spéciale des Nations Unies, a déjà accompli pour démasquer le non-respect par l'Iraq des engagements qu'il a pris en matière de non-prolifération nucléaire. C'est pour marquer qu'elle reconnaît ce rôle que la Finlande s'est portée coauteur du projet de résolution de cette année sur le rapport de l'AIEA. A ce propos, il convient de souligner une fois de plus que la conclusion d'un accord de garanties est une obligation légale - et inconditionnelle - au titre du Traité sur la non-prolifération. L'acceptation des garanties ne devrait pas être subordonnée au traitement réservé à des questions extrinsèques.

La Finlande appuie l'élaboration d'une convention-cadre ayant force obligatoire sur la sécurité nucléaire, étape nécessaire pour permettre l'utilisation continue de l'énergie nucléaire. Le Directeur général s'est référé à des études récentes de l'Agence, qui ont fait ressortir des risques graves pour la sécurité dans un certain nombre de centrales nucléaires. L'Agence a fait un travail utile à l'égard des réacteurs de type VVER 440/230. Nous espérons que des efforts semblables seront entrepris pour les réacteurs de type RBMK. En raison de sa proximité géographique avec des installations dotées de ce type de technique, la Finlande s'intéresse tout particulièrement à leur sécurité.

Le transfert de techniques nucléaires aux fins du développement a souvent été cité comme la troisième tâche importante de l'AIEA. Le programme de coopération technique de l'Agence est effectivement très utile. En raison de la complexité inhérente à l'utilisation de l'énergie nucléaire, cependant, la plus grande partie des projets de coopération technique de l'Agence ont porté sur des activités ou des équipements non énergétiques. A notre avis, le programme de coopération technique de l'Agence devrait être rattaché plus étroitement à sa compétence essentielle.

L'Agence internationale de l'énergie atomique joue un rôle particulier dans la famille des Nations Unies; ses objectifs ne se rattachent qu'à une technologie unique. Cette technologie est appliquée dans divers domaines qui tombent sous la compétence d'autres organisations intergouvernementales. Le maintien d'une coopération étroite s'impose afin d'implanter la technologie appropriée, dans le contexte approprié, à l'intérieur du cadre des besoins généraux des pays bénéficiaires.

M. ERDŐS (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : La délégation hongroise a écouté avec intérêt l'excellente déclaration liminaire du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix. Elle a également étudié attentivement le rapport annuel de l'Agence pour 1990. Je tiens à exprimer notre reconnaissance pour ce rapport et dire que nous sommes satisfaits des activités de l'Agence. J'ai le plaisir de féliciter le Directeur général et, par son intermédiaire, le personnel extrêmement motivé de l'Agence pour le travail exemplaire et désintéressé qu'ils ont accompli pour relever les défis extraordinaires de l'année écoulée.

Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis que le rapport précédent a été discuté ici, des changements et des événements spectaculaires se sont produits dans le monde, qui ont des répercussions directes sur l'Agence. Pour la première fois, le Conseil de sécurité des Nations Unies a établi qu'une partie avait violé le Traité sur la non-prolifération nucléaire. La conclusion reposait sur les preuves établies par une série de missions d'inspection spéciales de l'AIEA, en coopération avec la Commission spéciale du Conseil de sécurité.

Les violations des obligations au titre du Traité n'ont cependant pas cessé, même après l'adoption à l'unanimité des résolutions pertinentes, en particulier la résolution 707 (1991) du Conseil de sécurité. Par conséquent, conscients des circonstances inhabituelles qui ont caractérisé ces missions de surveillance, nous souhaitons rendre hommage au Directeur général de l'AIEA, ainsi qu'aux membres des équipes d'inspection spéciales qui se sont acquittés avec une extrême compétence et beaucoup de talent des tâches extrêmement délicates et complexes que le Conseil de sécurité leur avait confiées.

Dans sa récente résolution 715 (1991), le Conseil de sécurité a approuvé des plans détaillés de contrôle et de vérification continus du respect, par l'Iraq, des parties pertinentes de résolutions précédentes et a demandé à nouveau à l'Agence d'apporter sa contribution. La délégation hongroise est certaine que l'AIEA, pour sa part, sera à la hauteur des attentes de la communauté mondiale exprimées par le Conseil de sécurité, et qu'elle s'acquittera avec efficacité de ses tâches pour prévenir toute reprise possible de ce programme clandestin. Nous sommes pleinement d'accord sur toutes les clauses de la résolution, y compris celles portant sur les incidences financières.

M. Erdos (Hongrie)

La violation par l'Iraq de son accord de garanties a révélé le besoin de prendre des mesures urgentes pour renforcer le système des garanties de l'Agence dans son ensemble. Ce besoin a été exprimé également par d'autres, et nous partageons pleinement l'avis que c'est la crédibilité future de l'Agence qui est maintenant en jeu. L'AIEA devrait pouvoir s'adapter aux changements fondamentaux de l'année dernière ainsi qu'aux besoins nouveaux qui en découlent. Dans ce contexte, nous nous associons aux délégations telles que celles de la Communauté européenne qui proposent qu'un train de mesures soient appliquées sans plus tarder. Et surtout, nous appuyons, comme nous l'avions déjà fait bien avant la guerre du Golfe, les propositions portant sur un projet plus précis de procédures pour invoquer des inspections spéciales au cas où il y aurait un doute concernant le respect total des obligations assumées dans les accords de garantie avec l'Agence. Les délégations hongroises à Vienne ont expliqué à plus d'une reprise la façon dont nous comprenons et interprétons cette question, et nous nous sommes également déclarés prêts à participer à ce processus.

Au cours de l'année écoulée, des événements spectaculaires et sans précédent ont caractérisé notre monde. Par conséquent, c'est une source de satisfaction réelle qu'en dépit de tous ces bouleversements, nous ayons enregistré des progrès significatifs dans le domaine du désarmement nucléaire. Outre des mesures concrètes telles que l'Accord sur la réduction des armes stratégiques (START) entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et l'annonce faite par les mêmes pays de tout un ensemble de mesures très importantes, un certain nombre d'autres Etats ont aussi contribué à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous nous réjouissons de l'annonce faite par la France et la Chine relative à leur volonté d'adhérer au Traité. Cette perspective en elle-même a déjà un effet bénéfique sur les discussions concernant les possibilités de renforcer le régime de garanties.

Nous sommes également heureux de noter qu'un certain nombre d'Etats en Afrique australe ont signé le Traité sur la non-prolifération, et une fois encore, nous lançons un appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait, de suivre leur exemple. Les délégations hongroises, dans diverses instances, ont à maintes reprises exprimé l'avis que toutes les parties au Traité devraient

M. Erdos (Hongrie)

pleinement appliquer toutes les obligations qu'elles ont assumées en adhérant au Traité. L'une des obligations les plus importantes pour les signataires est la conclusion - y compris la ratification rapide - et la mise en oeuvre inconditionnelle des accords de garanties, tel que cela a été souligné à juste titre par le Conseil des gouverneurs de l'Agence dans une résolution adoptée en septembre.

Compte tenu de tous les défis et de toutes les occasions que représente le régime de non-prolifération, l'Agence devrait envisager avec soin les nombreuses propositions qui ont été présentées quant aux mesures nécessaires à court, moyen et long terme pour ajuster le régime existant de garanties. Si l'Agence le fait avec une vigueur renouvelée et avec détermination, elle pourra jouer un rôle essentiel et garantir qu'une occasion historique n'est pas perdue.

A notre avis, on devrait revoir à long terme le concept même de toute cette approche des garanties à long terme en tenant compte de l'avenir au-delà de 1995. Ceux qui sont impliqués dans le maintien et l'amélioration de la pratique actuelle savent très bien que même la plus légère correction au régime représente une tâche vraiment complexe et difficile. Le cas de l'Iraq a prouvé qu'il était nécessaire d'examiner les possibilités à long terme d'ajuster l'approche actuelle du régime de garanties, y compris critères, méthodes et procédures. Un projet de si grande envergure ne peut être entrepris par l'Agence qu'en coopération étroite avec des experts des Etats membres. La Hongrie appuie fermement ce projet et se tient prête à y prendre part.

Les changements fondamentaux des deux dernières années ont marqué un tournant pour l'AIEA, pour l'ensemble du régime de non-prolifération et également pour le régime des garanties de l'Agence, qui est l'un des piliers de ce régime. Si l'on veut que la Conférence d'extension du Traité sur la non-prolifération connaisse véritablement le succès, il faut commencer à agir dès aujourd'hui. Qu'il me soit permis de souligner ici que la Hongrie est prête à faire tous les efforts nécessaires pour faciliter la création - à moyen terme, au moment approprié, directement sous la responsabilité du Directeur général - d'une capacité d'inspection indépendante plus poussée, commençant par la collecte et l'évaluation d'informations portant sur les garanties et émanant des gouvernements des Etats membres.

M. Erdos (Hongrie)

Dans ce contexte, les expériences choquantes des équipes spéciales d'inspection de l'AIEA en Iraq soulignent la nécessité urgente de rétablir, et ce sans tarder, la confiance dans l'efficacité du régime de garanties de l'Agence. Les intérêts de sécurité nationale essentiels de pays tels que le mien demandent d'urgence la création d'un nouveau régime d'inspection et de vérification internationales plus pénétrant. Par conséquent, nous appuyons fermement tout effort tendant à renforcer, par de tels moyens, la force de dissuasion contre toutes activités clandestines que pourraient mener des Etats en violation de leurs obligations internationales.

A court terme, il est maintenant opportun que les organes de l'AIEA qui déterminent les politiques examinent, de préférence à leur prochaine réunion en décembre, et ensuite décident, en février, espérons-le, de la façon concrète dont les inspections spéciales doivent être menées. Nous pensons que c'est cette question qui se prête le plus à l'action à très court terme. Espérons que cette occasion ne sera pas perdue. Nous devrions savoir que le travail du Conseil des gouverneurs ne sera couronné de succès que si les propositions et la documentation pertinentes sont préparées et distribuées aux Etats membres au début de novembre au plus tard.

Je passe maintenant au sujet d'une convention sur la sécurité internationale, autre question d'importance cruciale pour l'Agence - et je voudrais exprimer notre soutien à l'idée d'une convention-cadre, comme cela a été proposé récemment à la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire à Vienne. Encore une fois, nous espérons que le Secrétariat sera en mesure d'élaborer un schéma pour un tel instrument et de présenter des suggestions concernant les sujets qui pourraient faire l'objet de nos discussions.

Nous reconnaissons que l'engagement des parties à l'égard d'une telle convention pourrait impliquer seulement un processus par étape vers une sécurité nucléaire internationale standard, y compris l'élimination sûre des déchets nucléaires. Néanmoins, des obligations spécifiques à cet égard pourraient être prises et ensuite révisées, sans grandes difficultés, dans des protocoles ayant force obligatoire annexés à la convention.

Nous partageons le point de vue du Directeur général selon lequel une telle convention-cadre pourrait marquer le début de la reconnaissance que certaines règles et normes dans le domaine de la sécurité nucléaire doivent

M. Erdos (Hongrie)

être définies à l'échelle internationale et avoir un caractère obligatoire. La Hongrie est également d'accord sur une approche qui comprendrait tout d'abord uniquement des règles et des normes de base, qui seraient développées plus tard, au fur et à mesure de l'expérience accumulée. Il ne fait pas de doute que les pratiques de sécurité nucléaires inférieures aux normes ne devraient être acceptées nulle part dans le monde.

M. Erdos (Hongrie)

Avant de terminer ma déclaration, je voudrais parler des projets extrabudgétaires relatifs à la sûreté des réacteurs de la première génération, refroidis et modérés à l'eau, menés avec succès par l'Agence. Nous ne pouvons que reconnaître que les projets de ce genre devraient être coordonnés plus efficacement à l'avenir, en tenant compte des expériences positives des pays qui exploitent des centrales énergétiques du même fournisseur mais de la génération suivante. Les initiatives dans ce domaine étant nombreuses, il nous semble opportun de créer un point central dans le cadre de l'AIEA, où l'on pourrait réunir l'information nécessaire et les expériences pertinentes et déterminer également les besoins prioritaires des différents pays en matière de sûreté.

Enfin, je dirai simplement que nous nous félicitons du rapport annuel de l'Agence pour 1990 et, pour montrer combien nous apprécions ses précieuses activités, que nous nous sommes immédiatement joints aux auteurs du projet de résolution.

M. AKAEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : J'interviens aujourd'hui à l'Assemblée à la fois en qualité de membre du Conseil d'Etat de l'URSS et de chef de l'une de ses républiques, le Kirghizistan. Aussi, je voudrais parler de deux groupes de problèmes. Le premier est lié aux activités de contrôle des utilisations de l'énergie atomique et le second aux questions relatives au maintien et au renforcement de la coopération entre les républiques souveraines qui constituaient l'Union soviétique.

Ces deux groupes de problèmes sont étroitement liés dans la vie réelle, ils se déterminent les uns les autres et créent un ensemble unique et remarquable de l'existence humaine. La question peut se poser de savoir si les problèmes intérieurs de l'Union peuvent avoir une incidence sur l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies.

A ce propos, vous me permettrez de rappeler ce que Franklin D. Roosevelt disait à Chicago le 5 octobre 1937, paroles vraiment prophétiques, à savoir que si les Etats-Unis ou toute autre nation s'isolait des perturbations économiques et politiques qui affectent toute autre partie du monde, il pourrait en résulter pour tous une issue fatale.

Des hommes politiques partout dans le monde, et notamment à l'Organisation des Nations Unies, se posent la question de savoir ce qu'il

M. Akayev (URSS)

advviendrait des armes nucléaires soviétiques et de tout l'appareil militaire de l'URSS, au cas où les Républiques ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur l'union militaire et politique.

En fait, ces craintes ne sont pas sans fondement. Dans le discours qu'il a prononcé lorsqu'il a reçu le prix Nobel, en 1950, William Faulkner a parlé d'un élément infime qui, se dissolvant en un nuage mortel, pourrait marquer la dernière heure de l'horloge de la civilisation. Que Dieu fasse que cette mise en garde ne devienne jamais réalité.

Avant de passer aux problèmes qui font l'objet de mon intervention, j'ai le devoir et le principe de dire quelques mots sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, tout en rappelant que le 24 octobre, nous célébrons la Journée de l'Organisation.

Il ressort d'une analyse pénétrante et générale des changements qui surviennent dans le monde d'aujourd'hui que le rôle de l'Organisation des Nations Unies augmente de toute évidence. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, a fait remarquer à bon droit que les transformations démocratiques que connaît le monde depuis 1985, dues pour une bonne part à l'initiative du Président Mikhaïl Gorbatchev, ont mis fin à la guerre froide, ainsi qu'à la longue stagnation de l'Organisation des Nations Unies et ont permis à cette dernière de connaître une vie nouvelle.

En effet, la disparition du caractère bipolaire de la guerre froide a fait disparaître un facteur qui avait immobilisé les relations internationales pendant plusieurs dizaines d'années. Le Conseil de sécurité est sorti de sa paralysie et le potentiel de l'Organisation des Nations Unies d'instaurer la paix est apparu au jour.

La quarante-sixième session de l'Assemblée générale a nettement mis en relief les priorités fondamentales de la communauté internationale à l'étape actuelle de l'édification du monde, que l'on peut qualifier d'étape d'après l'affrontement.

Trois domaines sont d'une importance cruciale : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la défense des droits de l'homme et la solution de problèmes mondiaux comme le désarmement, l'environnement et la lutte contre la criminalité.

Nous saluons le consensus que suscite actuellement l'idée que la communauté internationale doit définir les domaines concrets exigeant une

M. Akayev (URSS)

action concertée qu'il convient d'inscrire à l'ordre du jour dans une perspective à long terme. Nous ne pouvons qu'être entièrement d'accord avec les hommes politiques qui affirment que le "consensus démocratique" qui s'est aujourd'hui constitué dans le monde doit impérativement être complété par une révolution réelle en matière de justice sociale et de développement économique. Dans ce contexte, nous nous félicitons de l'idée du Président Bush de créer une "pax universalis".

La délégation soviétique, que j'ai le grand honneur de représenter, a écouté avec satisfaction la déclaration du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix. Nous tenons à louer M. Blix pour la grande qualité traditionnelle d'un document qui reflète fort bien le travail extrêmement utile auquel se livre cette organisation internationale dotée de la plus grande autorité.

La République du Kirghizistan suit attentivement les activités de l'AIEA. C'est dans notre république qu'a été extrait l'uranium qui a servi pour les premières bombes nucléaires soviétiques comme pour les premières centrales nucléaires soviétiques.

Force m'est de dire également que, dans notre république comme partout en Union soviétique, nous apprécions beaucoup les activités que mène l'Agence pour surveiller l'arsenal nucléaire de l'Iraq conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le rôle de l'Agence en matière de contrôle de la non-prolifération des armes nucléaires est reconnu pratiquement partout dans le monde. Aujourd'hui, l'Agence est devenue le garant efficace de la réduction des arsenaux nucléaires. Nous estimons que les principaux objectifs à réaliser dans ce domaine sont les suivants : globaliser les efforts faits pour renforcer le régime de non-prolifération, faire du Traité de 1968 un accord à durée illimitée et demander à la Conférence de réexamen du Traité prévue pour 1995 de confirmer ce statut.

Nous notons les tendances fort prometteuses qui se manifestent depuis quelque temps dans ce domaine. Deux des puissances nucléaires, la France et la Chine, ont annoncé leur intention de devenir parties au Traité de non-prolifération. A ce traité ont également adhéré l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie.

M. Akayev (URSS)

Il existe un contraste alarmant entre les événements du Golfe et le net renforcement du régime de non-prolifération. L'agression de l'Iraq contre le Koweït et les mesures très fermes prises par le Secrétaire général pour contrer cette agression ont amené le Conseil des gouverneurs de l'Agence à conclure, en se fondant sur les inspections effectuées par l'Agence en Iraq conformément à la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, que l'Iraq ne respectait pas les engagements qu'il a contractés aux termes de l'Accord de garanties de l'AIEA. Je suis certain que ces incidents ne révèlent pas une faiblesse inhérente aux garanties de l'Agence, mais montrent plutôt qu'il est possible de tourner le système.

Nous notons avec satisfaction que le Directeur général de l'AIEA considère le renforcement de l'efficacité des garanties comme une priorité et qu'il est en train de préparer des propositions à cette fin. La vaste expérience acquise en matière d'application des garanties de l'AIEA et le potentiel exceptionnel de l'Agence pourraient aussi servir dans le domaine des matières fissiles. Nous demandons à ce que ces questions soient inscrites sans délai à l'ordre du jour des négociations.

Comme l'indique le rapport annuel, d'une façon générale on peut dire que pendant la période considérée l'Agence s'est bien acquittée de sa tâche, qui est de régir la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique. Une fois encore, elle a montré qu'elle était capable de réagir rapidement à une situation changeante et à des problèmes nouveaux. Quant aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, nous ne pouvons manquer d'évoquer, avec une émotion et une tristesse profondes, l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Plus de cinq ans après que cette catastrophe sans précédent se soit abattue sur de vastes régions du Bélarus, de l'Ukraine et de la Russie, nous continuons d'y voir un symbole de la tragédie humaine.

Limiter dans toute la mesure du possible les effets nocifs de la catastrophe de Tchernobyl est le principal objectif auquel tendent les efforts de chaque république souveraine dans le cadre du programme gouvernemental intégré pour Tchernobyl. Depuis mai 1986, plus de 25 milliards de roubles ont été attribués au programme, qui couvre une vaste gamme de problèmes. Nous sommes profondément reconnaissants au Secrétaire général de l'ONU,

M. Akayev (URSS)

M. Pérez de Cuéllar, au Coordonnateur de la coopération internationale pour Tchernobyl, Mme Margaret Anstee, à l'AIEA et aux institutions spécialisées des efforts qu'ils ont faits pour atténuer les conséquences de cette catastrophe.

Au nom de la délégation soviétique, je voudrais une fois de plus dire combien nous approuvons le rapport de l'AIEA pour 1990 et déclarer officiellement que nous appuyons le projet de résolution.*

La deuxième partie de ma déclaration sera consacrée aux problèmes de la nouvelle Union des républiques souveraines dans le contexte de la sécurité internationale.

Les perspectives d'un ordre mondial démocratique et civilisé sont étroitement liées aux futures relations entre les républiques souveraines, anciens éléments constitutifs de l'Union soviétique.

Le monde subit actuellement des métamorphoses surprenantes. Pendant de nombreuses années, il était généralement admis qu'une attaque soviétique de grande envergure représentait la principale menace à la sécurité internationale. Maintenant que ce danger est dissipé, il est amusant d'entendre dire que la nouvelle grande menace pour la paix mondiale réside dans la désintégration chaotique des structures sociales et politiques de l'Union soviétique.

Les représentants de nombreux Etats ont souligné que dans l'intérêt de la stabilité et de l'ordre mondial, l'Union soviétique nouvelle devait rester une entité unique sur le plan du droit international et que la nouvelle structure amoindrie de ce pays devait néanmoins être une fédération. Nous pensons que ces interlocuteurs ont hélas une idée simpliste des événements qui se passent dans notre pays. Entre-temps, nous autres républiques souveraines, le Kirghizistan en particulier, pour reprendre les paroles de Léon Tolstoï, nous lisons le livre de la vie plein d'inquiétudes, de tromperies, de malheurs et de méchancetés.

Ce n'est pas à moi qui me trouve aujourd'hui en dehors de ma patrie, de jeter l'anathème sur un communisme à visage soviétique. Nous avons tous été les otages de cette idéologie antihumaine, de ce système antihumain. D'une manière ou d'une autre nous sommes tous à blâmer pour notre passé. Cependant,

* M. Pennanooch (Togo), Vice-Président, assume la présidence.

M. Akay (URSS)

je dois dire que la défaite infligée à l'une des formes de totalitarisme les plus odieuses de l'histoire humaine n'a pas seulement apporté aux républiques la joie de la victoire; elle les a confrontées - et le Kirghizistan est du nombre - à des problèmes économiques, politiques et humanitaires d'une complexité sans précédent dans l'histoire de l'après-guerre.

Et pourtant le peuple de la République du Kirghizistan envisage l'avenir avec optimisme et confiance. On peut se demander pourquoi. Sans doute parce que nous avons un sens profond de la liberté que nous avons conquise. On peut imaginer le prix de cette liberté. Aussi, comprenez-moi lorsque je dis que cela n'a guère de sens que des hommes politiques étrangers viennent nous donner des conseils sur la manière d'organiser la nouvelle Union. Qu'il me soit permis d'exprimer mes propres idées à cet égard.

L'URSS, en tant qu'Etat, a virtuellement cessé d'exister. Ce pays a survécu tant qu'il s'appuyait sur un parti centralisé et un appareil de gouvernement que contrôlait le complexe militaro-industriel, l'armée et la sécurité de l'Etat. Maintenant que ce centre s'est effondré sous le poids des crimes commis contre le peuple, il n'est plus possible de réprimer la volonté des républiques qui ont trouvé leur liberté en recherchant leur indépendance politique et économique.

Il n'y a pas de retour en arrière possible pour l'URSS en tant qu'Etat reposant sur les fondements de l'empire russe. L'union des républiques souveraines sous quelque forme que ce soit doit maintenant reposer uniquement sur un consensus quant à leurs intérêts vitaux. Ce consensus a déjà conduit à la signature d'un traité de communauté économique. Aujourd'hui, je prie pour que ce consensus débouche également sur la signature d'un traité de défense de l'union et d'un traité de coopération humanitaire entre les républiques souveraines. Je suis fermement convaincu que pour nous autres républiques souveraines et pour le reste du monde, la solution idéale pour les perspectives de sécurité à long terme serait une confédération sur le modèle du Commonwealth britannique.

Dès lors, tous les traités entre les républiques souveraines doivent faire partie intégrante du droit international. Il s'ensuit également que l'admission des républiques souveraines aux Nations Unies doit être envisagée dans une toute autre optique. Les représentants des organisations

M. Akay (URSS)

internationales et de nombreux Etats Membres estiment que dans les circonstances actuelles si les républiques soviétiques, le Kirghizistan notamment, demandaient à être admises aux Nations Unies, l'Organisation et ses Etats Membres se verraient confrontés à un véritable dilemme.

M. Akayev (URSS)

Les dirigeants de certains Etats Membres prétendent que l'entrée de républiques soviétiques aux Nations Unies pourrait susciter une réaction en chaîne en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, au Canada et dans d'autres pays. D'autres vont plus loin en affirmant que si cela devait se produire, la question pourrait se poser de devoir admettre aux Nations Unies, en tant qu'entités séparées, les Etats qui composent les Etats-Unis d'Amérique.

Sans manquer de respect à quiconque, force m'est de dire que de telles déclarations soulignent chez leurs auteurs une méconnaissance de la situation unique et vraiment dramatique qui règne dans mon pays tant éprouvé, une situation dangereuse pour la communauté mondiale.

Je crois que l'entrée du Kirghizistan et de nombreuses autres républiques souveraines aux Nations Unies permettrait à la communauté mondiale d'utiliser, aux fins du maintien de la sécurité internationale, les mécanismes éprouvés de l'Organisation. Dans ce cas précis, la grande énergie du régionalisme renaissant et les efforts des Nations Unies pourraient se conjuguer pour assurer la paix sur terre.

M. AMER (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : La délégation de la Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste tient à exprimer sa satisfaction pour le rapport présenté par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à la présente session de l'Assemblée générale, document GC/35/953. Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence, qui a fait un exposé détaillé des activités de l'Agence en 1990. Compte tenu de l'étendue des activités de l'Agence et de la diversité de ses domaines d'action, il nous paraît difficile d'aborder dans cette déclaration tous ces domaines et toutes ces activités.

L'AIEA joue un rôle très important dans la promotion de la coopération dans les domaines des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, de son évolution en toute sécurité et de la prévention de sa prolifération et de son usage à des fins destructrices. Par conséquent, ma délégation se félicite des réalisations importantes du programme d'assistance et de coopération techniques de l'Agence, notamment dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, de l'exploitation minière, des ressources en eau, de la médecine, de l'industrie et autres. Nous sommes également reconnaissants à l'Agence pour les colloques et séminaires qu'elle a organisés sur la question des applications nucléaires à des fins pacifiques.

M. Amer (Jamahiriya arabe libyenne)

Le renforcement de la notion de coopération internationale dans le domaine de l'énergie constitue l'une des principales priorités de l'Agence. Cette priorité, dont les objectifs sont multiples, s'est traduite, dans l'un de ses aspects, par la réponse apportée par l'Agence aux besoins des pays du monde, les pays en développement surtout.

La tâche de l'Agence qui est de contribuer à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier dans les domaines de la fertilisation des sols, de l'alimentation et du contrôle des insectes et des ravageurs, est très importante. Mon pays en a largement bénéficié tout comme la grande majorité des Etats membres de l'Agence.

Hier, à l'Assemblée générale, M. Hans Blix nous a rendu compte des activités de l'Agence et de ce qu'elle a accompli, en coopération avec d'autres organisations internationales, notamment dans la lutte contre les larves de la lucilie bouchère qui ont envahi les territoires de la Jamahiriya arabe libyenne et de l'Afrique du Nord à la fin des années 80. Les techniques utilisées pour combattre cette dangereuse larve ont été couronnées de succès. Comme M. Blix l'a souligné dans sa déclaration liminaire devant cette instance, les dommages causés par ce fléau, qui a décimé plus de 12 000 têtes de bétail en 1990, n'ont touché cette année que cinq cas seulement et, depuis le premier trimestre, aucun cas n'a été enregistré.

Notre délégation saisit cette occasion pour exprimer la reconnaissance de la Jamahiriya arabe libyenne à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à son directeur général pour les efforts déployés dans la lutte contre ce fléau. Nous tenons également à témoigner notre gratitude à toutes les organisations régionales et internationales qui ont participé à cette lutte et dont les efforts ont permis de circonscrire le fléau. Des études ont montré qu'en cas d'échec, cette dangereuse larve aurait gravement menacé la santé de l'homme et de l'animal, non seulement en Libye et en Afrique, mais aussi dans la toute la région de la Méditerranée et en Europe.

Pour terminer, je tiens une fois de plus à exprimer notre reconnaissance à l'AIEA et notre appui à ses efforts visant à promouvoir et à renforcer la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous avons clairement démontré notre coopération avec l'Agence en adhérant au Traité sur la non-prolifération, le 26 mai 1975, et nous sommes

M. Amer (Jamahiriya arabe libyenne)

disposés à faire tout notre possible pour appuyer l'Agence et accroître son prestige international.

M. HATANO (Japon) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de saisir cette occasion pour exprimer les vues de ma délégation sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Je tiens tout d'abord à remercier le Directeur général, M. Hans Blix, de sa déclaration, dans laquelle il a si bien décrit le rapport et illustré très clairement les tâches et priorités de l'Agence. Il ne fait aucun doute que pendant plus de 30 ans l'Agence s'est acquittée avec succès de son importante mission en tant qu'organisation technique et universelle de promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire tout en contribuant à la non-prolifération nucléaire. Consciente du rôle important joué par l'Agence, ma délégation tient à confirmer une fois encore l'appui constant du Japon à l'Agence et à ses divers programmes et activités dans la mise en oeuvre des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Qu'il me soit permis de préciser la position de mon gouvernement sur certaines questions importantes auxquelles est actuellement confrontée l'AIEA. Tout d'abord, je tiens à souligner que l'AIEA se trouve face à un nouveau défi dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires. Les activités clandestines de l'Iraq, que l'on soupçonnait d'être liées à la production d'armes nucléaires, ont été révélées grâce à des inspections sur place menées par l'AIEA, conformément à la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, après le cessez-le-feu intervenu dans la guerre du Golfe. Toutefois, l'Iraq est partie au Traité sur la non-prolifération et a signé un accord de garanties intégrales avec l'AIEA.

M. Hatano (Japon)

Cette violation par l'Iraq sape le régime du Traité sur la non-prolifération (TNP) et trahit la confiance des Etats membres qui respectent leurs accords de garanties et oeuvrent pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le Japon estime que cette violation par l'Iraq mérite d'être fermement condamnée par la communauté internationale. Cette situation regrettable met en relief l'importance de la non-prolifération des armes nucléaires compte tenu de la situation internationale actuelle. En outre, comme l'a dit le Premier Ministre Kaifu dans une déclaration qu'il a prononcée à la Conférence sur le désarmement des Nations Unies, tenue en juin à Kyoto, nous devons reconnaître la nécessité de renforcer l'efficacité et la crédibilité du système de garanties de l'AIEA. Le Japon estime qu'il est impérieux d'améliorer le système au niveau international afin d'assurer l'application réellement efficace des garanties.

D'emblée, le Japon a rigoureusement limité ses activités liées au domaine nucléaire à des objectifs pacifiques, et il s'est efforcé d'assurer la non-prolifération. Il est heureux des progrès importants réalisés récemment sur la voie du renforcement du régime du Traité sur la non-prolifération. La signature par l'Afrique du Sud et les pays de première ligne en Afrique du TNP représente un important pas en avant. En outre, la France et la Chine, Etats dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas parties au TNP, semblent maintenant évoluer vers l'adhésion au Traité.

Le Japon continue de demander aux Etats membres qui ne sont pas parties au Traité d'y adhérer au plus tôt. Du point de vue du maintien de la fiabilité du régime du TNP, il est fort regrettable que la République populaire démocratique de Corée continue de manquer à son obligation d'accepter les garanties intégrales de l'AIEA, bien qu'elle ait déjà signé le Traité sur la non-prolifération et qu'elle ait déjà une activité importante dans le domaine nucléaire. Elle nuit ainsi aux rapports de confiance mutuelle entre Etats membres et diminue le prestige du Traité, auquel adhèrent de nombreux pays. Le Japon demande à la République populaire démocratique de Corée de prendre sans tarder des mesures pour mettre en oeuvre l'accord - en signant, ratifiant et appliquant l'accord sans réserve et sans plus tarder. A cet égard, le Japon tient à dire qu'il regrette que la République populaire démocratique de Corée ait récemment fait connaître qu'elle n'entendait pas signer l'accord de garanties avec l'AIEA.

M. Hatano (Japon)

Pour terminer, le Japon entend jouer un rôle positif face à ces nouveaux défis, tout en continuant à contribuer aux importants efforts de coopération technique de l'AIEA et à ses activités dans le domaine de la sécurité nucléaire.

M. MUNTEANU (Roumanie) : Tout d'abord, je voudrais associer la voix de la délégation roumaine à celle des autres délégations en remerciant chaleureusement le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour son importante déclaration sur l'activité de l'AIEA. Le Gouvernement roumain apprécie hautement, à sa juste valeur, la contribution personnelle de M. Hans Blix, ses efforts inlassables au service de l'AIEA visant à renforcer le rôle de l'Agence et sa participation à la solution des problèmes majeurs auxquels la communauté internationale est confrontée, à accroître la contribution de l'AIEA au développement des applications pacifiques de l'énergie atomique au bénéfice des Etats membres, et à élever le prestige international de cette organisation.

La Roumanie attache une importance particulière à l'oeuvre de l'Agence visant à la promotion des applications pacifiques de l'énergie nucléaire et la coopération internationale dans ce domaine. La Roumanie bénéficie dans ce domaine d'une coopération fructueuse avec différents pays, notamment avec le Canada. Nous espérons qu'une contribution plus importante à nos programmes interviendra grâce à une coopération active avec l'AIEA.

Parmi les programmes et activités de l'Agence, la Roumanie donne la plus haute priorité à ceux concernant l'accroissement de la sûreté des centrales et des autres installations nucléaires, la protection du personnel, de la population et de l'environnement, l'application efficace du système de garanties pour la non-prolifération des armes nucléaires, l'assistance et la coopération technique pour la promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et les recherches et les applications des techniques nucléaires dans la vie socio-économique. L'AIEA est devenue une partie indispensable du système international de coopération et de sécurité dans le monde d'aujourd'hui pour l'ensemble des domaines que je viens de mentionner.

La Roumanie considère que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est un des piliers de la stabilité et de la sécurité internationales. En tant que partie à ce traité, mon pays respecte

M. Munteanu (Roumanie)

entièrement et de bonne foi les obligations assumées, et il agit avec détermination pour que les objectifs du Traité soient pleinement atteints. Nous sommes convaincus que les garanties de l'AIEA et des mesures de contrôle efficaces sont essentielles pour atteindre l'objectif du système de la non-prolifération des armes nucléaires. Nous considérons que le système de garanties doit être renforcé davantage et élargi pour que toutes les installations nucléaires des Etats non dotés d'armes nucléaires soient soumises aux garanties de l'Agence. Récemment, d'importantes évolutions se sont produites, de nature à contribuer au renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires, notamment l'adhésion au Traité du Mozambique, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe, ainsi que, très récemment, de la Lituanie, la décision de la France et de la Chine d'adhérer au Traité, ainsi que l'intention annoncée par d'autres pays de devenir partie à ce traité, et les négociations ouvertes par l'Argentine et le Brésil pour conclure des accords de garanties avec l'AIEA. Nous espérons aussi que le processus visant la conclusion d'un accord de garanties entre la République populaire démocratique de Corée et l'AIEA va s'achever positivement dans un proche avenir.

Tous ces actes politiques, qui méritent d'être salués par nous, sont autant de pas importants vers l'universalité du Traité.

Profondément attaché aux objectifs de la non-prolifération, le Gouvernement roumain a pris récemment des mesures supplémentaires sur les plans normatif, institutionnel et pratique pour s'aligner sur les standards internationaux les plus exigeants et assurer leur stricte application en matière d'exportations nucléaires. Depuis cette année, mon pays participe aux activités du Comité Zangger.

M. Munteanu (Roumanie)

La Roumanie a accepté les procédures simplifiées pour la désignation des inspecteurs de l'Agence; nous soutenons l'application par l'Agence des prévisions de l'Accord en ce qui concerne les inspections non annoncées et spéciales, et nous partageons l'idée visant à la mise en oeuvre d'un système de notification universelle à l'Agence. La Roumanie a accepté et met en pratique le principe des garanties généralisées - full scope safeguards - qui, à notre avis, devrait devenir une règle de base dans le commerce et la coopération nucléaire.

Le rapport annuel de l'AIEA et la déclaration faite hier par le Directeur général offrent une image de la vaste et fructueuse activité de l'Agence, réalisée malgré des contraintes financières évidentes.

Le Gouvernement roumain est convaincu que la sûreté nucléaire est essentielle pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. La réalisation de la première centrale nucléaire en Roumanie, avec coopération canadienne et italienne, est soumise à un contrôle et à une supervision permanente, en consultation avec l'AIEA, pour veiller à ce que les normes nationales et internationales soient strictement respectées.

Il va sans dire que l'amélioration de la coopération internationale ne décharge pas les pays de la responsabilité d'appliquer des mesures efficaces de sûreté et de radioprotection à l'intérieur de leurs frontières. La sûreté nucléaire concerne tant les Etats Membres qui exploitent des centrales nucléaires que d'autres pays, surtout ceux visés par les risques des effets transfrontières, comme l'accident de Tchernobyl l'a montré. A ce sujet, nous exprimons nos remerciements au Directeur général de l'AIEA pour avoir favorablement considéré la demande commune adressée par les Gouvernements roumain et bulgare en ce qui concerne l'expertise multilatérale et objective de la sûreté nucléaire de la centrale bulgare de Kozloduy. Toujours dans le domaine de la sûreté, je tiens à mentionner que le Gouvernement roumain a initié la procédure pour que mon pays devienne partie à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, et au Protocole commun concernant l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris.

M. Munte (Roumanie)

Dans sa déclaration, le Directeur général Blix a souligné que cette année a été pour l'AIEA particulièrement importante. Sans doute, la participation de l'Agence à l'application des résolutions du Conseil de sécurité est l'une des raisons pour faire une telle évaluation.

En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, la Roumanie a participé à l'élaboration et à l'adoption des résolutions concernant la guerre du Golfe et ses conséquences, y compris celles donnant mandat à l'AIEA. Nous apprécions les efforts déployés et les actions entreprises par l'Agence pour s'acquitter des responsabilités visant à la mise en oeuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La Roumanie s'est portée coauteur du projet de résolution sur le rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

Pour conclure, je voudrais souligner que le régime de non-prolifération et les préoccupations internationales en matière de sécurité nucléaire présentent tous deux un intérêt vital pour la communauté internationale. Cet esprit de coopération et l'intérêt commun, sur lesquels repose l'AIEA, doivent prévaloir au cours des années à venir.

M. SOTIROV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : La République bulgare a déclaré à plusieurs reprises qu'elle attache une grande importance à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en tant qu'institution mondiale majeure. Par conséquent, elle porte un intérêt justifié au dernier rapport de l'AIEA, qui est une preuve supplémentaire du rôle important et déterminant que joue cette organisation dans la promotion des activités nucléaires pacifiques, tout en empêchant la prolifération des armes nucléaires. Je saisis cette occasion pour remercier, au nom de mon gouvernement, le Directeur général, M. Hans Blix, de son rapport. Comme il ressort de ce rapport, l'Agence relève les nouveaux défis que présente la situation actuelle des relations internationales. Dans ces conditions nouvelles, l'AIEA a clairement donné la preuve de son potentiel et de son aptitude à prendre des mesures efficaces lorsque la situation l'exige.

La Bulgarie apprécie hautement sa coopération avec l'Agence et l'aide qu'elle reçoit. Un certain nombre de missions d'évaluation de l'AIEA ont été reçues dans mon pays pour inspecter la sûreté technologique, évaluer les caractéristiques sismiques, et surveiller la résistance aux secousses des

M. Sotirov (Bulgarie)

installations, ainsi que les conditions de l'équipement et du personnel dans nos centrales nucléaires, qui fournissent plus de 40 % de la capacité de production d'énergie de la Bulgarie. C'est pourquoi je voudrais rapidement parler de la situation dans ce domaine.

On sait maintenant que les réacteurs anciens VVR-440 sont en dessous des normes modernes de sûreté. Ils sont par conséquent l'objet de graves inquiétudes et de débats parmi les experts et le public en général. La mission d'examen de la sûreté d'exploitation (OSART) de l'Agence, effectuée en juin de cette année, a révélé un certain nombre de faiblesses techniques et organisationnelles qui, bien que ne présentant pas un danger immédiat d'accident, sont tout à fait inadmissibles si l'on veut éviter ou atténuer les conséquences d'un accident éventuel.

Le Gouvernement bulgare a accepté toutes les conclusions et recommandations faites par l'équipe de l'Agence et a pris des dispositions rapides et décisives pour éliminer les défauts qui ont été trouvés, en dépit du lourd fardeau que font peser ces mesures sur l'économie nationale. Les réacteurs No 1, 3 et 4 ont été fermés immédiatement, et la fermeture du réacteur No 2 est imminente. Quant à la question de savoir si les réacteurs No 1 et 2 resteront en service, la réponse dépendra des possibilités de reconstruction et de modernisation. Une série de réparations urgentes dans le cas des réacteurs No 3 et 4 ont permis de les remettre en route en toute sécurité. Le réacteur No 5 - du type VVR-1000 - qui est opérationnel, et le réacteur No 6, du même type, qui doit être mis en service très bientôt, ont également été inspectés par une équipe spéciale de l'AIEA, qui a noté le bon état technique des réacteurs et leur bon fonctionnement. Néanmoins, nous avons, depuis, adopté un programme destiné à améliorer encore davantage les conditions techniques de ces réacteurs. Nous espérons que ces programmes pourront être réalisés avec l'assistance de la Banque Mondiale.

Certains Etats - principalement l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon - ainsi que l'Association mondiale des opérateurs nucléaires (WANO) ont rapidement fourni une aide financière et technique à la Bulgarie, par l'intermédiaire de l'AIEA. Nous sommes profondément reconnaissants de cette assistance, qui nous a permis de nous attaquer avec compétence et succès aux

M. Sotirov (Bulgarie)

problèmes les plus urgents ainsi qu'à tout l'ensemble des problèmes qui se posent, notamment si l'on tient compte du stade de transition extrêmement difficile où se trouve l'économie bulgare.

Le Gouvernement bulgare appuie pleinement la déclaration faite par M. Hans Blix à la trente-cinquième session de la Conférence générale de l'AIEA sur l'application du projet VVR-440 lancé par l'Agence. Nous prenons tout particulièrement note de ses observations au sujet de l'intérêt porté par d'autres pays à la sûreté de ces réacteurs et de la nécessité d'apporter une assistance et une coopération internationales, sous les auspices de l'AIEA, aux pays qui exploitent ces réacteurs.

Un accident nucléaire, où qu'il survienne, est susceptible d'avoir des conséquences transfrontières, voire mondiales. La tragédie de Tchernobyl en a malheureusement été la preuve évidente. De nos jours, par conséquent, la coopération internationale dans ce domaine a plus qu'une importance économique ou technoscientifique; elle a également une importance politique et sociale. Guidée par ces principes, la Bulgarie poursuit maintenant une politique de franchise complète sur ces questions et veille à ce que le public soit informé en conséquence. C'est pourquoi la Bulgarie a décidé de participer au système d'informations géré par la Société nucléaire européenne (NUCNET).

M. Sotirov (Bulgarie)

Le Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) est maintenant en vigueur avec succès depuis plus de 20 ans. Les résultats pratiques de la mise en oeuvre de cet instrument juridique ont prouvé son importance essentielle pour le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale.

Les Etats dotés d'armes nucléaires prennent des mesures conformément à leurs obligations en vertu du Traité. Nous nous félicitons des initiatives courageuses des Etats-Unis et de l'Union soviétique portant sur des réductions importantes de leurs arsenaux nucléaires. La Chine, la France et le Royaume-Uni ont apporté des contributions positives au renforcement du Traité. Nous notons avec satisfaction les décisions de l'Albanie, du Mozambique, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe de devenir parties au TNP. D'une grande importance également est le fait que l'Argentine et le Brésil procèdent actuellement à des changements positifs dans leurs politiques nucléaires nationales.

Dans ce contexte, la Bulgarie soutient pleinement les activités d'inspection menées par l'Agence, visant à détecter les violations par les Etats de leurs engagements et obligations. Toute violation est susceptible de faire naître la suspicion que des matériaux nucléaires sont utilisés abusivement pour le développement et la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs. Mon pays a soutenu la résolution adoptée par la Conférence générale de l'Agence à sa trente-cinquième session, portant sur le non-respect par l'Iraq de ses obligations découlant du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et de l'Accord de garanties signé entre l'Iraq et l'Agence.

Des événements récents, notamment ceux liés aux menaces à la paix et à la sécurité mondiales, ont mis une fois de plus en lumière la nécessité pour l'AIEA d'orienter ses efforts vers l'établissement de procédures et de mécanismes qui permettraient d'éliminer la possibilité du non-respect. Il est nécessaire de renforcer plus avant le système des garanties en vue d'empêcher l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires. Nous sommes heureux de noter qu'à sa dernière Conférence générale, l'Agence a adopté une résolution prévoyant cette amélioration du système de garanties. A cet égard,

M. Sotirov (Bulgarie)

la Bulgarie appuie les efforts de l'Agence visant à conclure des accords de garanties avec des pays individuels, en particulier ceux qui sont situés dans des régions politiquement sensibles telles que la péninsule coréenne ou le Moyen-Orient.

La Bulgarie, en tant que partie au Traité sur la non-prolifération, respecte les garanties de l'AIEA dans toutes ses activités nucléaires, qui sont consacrées exclusivement à des fins pacifiques. Elle a également rendu ses pratiques commerciales conformes aux principes régissant l'exportation liée au nucléaire et elle participe activement au processus de mise à jour des mécanismes de contrôle des exportations liées aux matériaux nucléaires, aux équipements et aux technologies ayant un double objectif.

La prise de conscience de l'Agence de sa grande responsabilité dans la promotion d'une large coopération internationale et du développement d'une approche globale pour maîtriser et limiter les conséquences extrêmement dangereuses d'un accident nucléaire a conduit au développement et à l'adoption d'une Convention sur la notification rapide d'accident nucléaire, d'une Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique et d'une Convention sur la protection physique des matières nucléaires. La Bulgarie a signé et ratifié ces trois conventions, et sur la base de ces conventions, a signé des accords bilatéraux avec un certain nombre de pays européens. A notre avis, il est particulièrement important que ces conventions soient signées et ratifiées par tous les Etats membres de l'Agence; c'est seulement de cette façon qu'elles deviendront véritablement universelles, par leur portée et leur application.

Mon pays apprécie et soutient toutes les activités menées par l'AIEA. La contribution exceptionnelle de l'Agence à la garantie de l'usage de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et à l'emploi plus sûr et plus efficace de l'énergie nucléaire, ainsi que l'assistance hautement compétente, opportune et précieuse qu'elle fournit à ses Etats membres, mérite les justes félicitations de la communauté internationale.

Sur la base de ces considérations, ma délégation votera pour le projet de résolution A/46/L.10, présenté par un important groupe d'Etats, au titre du point 14 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

M. OUDOVENKO (Ukraine) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je voudrais exprimer la reconnaissance de l'Ukraine au Directeur général, M. Hans Blix, et à ses collaborateurs pour leur contribution exceptionnelle aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La délégation de l'Ukraine a pris connaissance du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique soumis à notre examen, et qui reflète les travaux de l'Agence pendant l'année qu'il couvre. L'Ukraine, en tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence, a joué un rôle actif dans les activités de l'Agence touchant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et le renforcement de la coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire et radioactive. Nous aimerions souligner que ces activités se sont déroulées dans le contexte de changements radicaux dans le monde et de nouvelles approches des problèmes mondiaux urgents.

La signature, entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, du Traité sur la réduction des armes stratégiques, a été un événement de portée historique et a confirmé l'apparition d'une atmosphère de responsabilité mutuelle pour la solution des défis mondiaux lancés à l'humanité. La dernière proposition du Président des Etats-Unis, George Bush, soutenue par les dirigeants des puissances nucléaires, notamment le Président Mikhail Gorbatchev, et visant à la destruction d'importants stocks d'armes nucléaires tactiques, représente une étape essentielle vers un avenir plus sûr. Toutes les initiatives qui diminuent la menace nucléaire trouvent en Ukraine un soutien sincère.

Il serait bon de rappeler, à cet égard, que selon les termes de la déclaration de souveraineté de l'Ukraine et l'Acte de proclamation de sa pleine indépendance, l'Ukraine a l'intention d'adopter une politique de non-participation aux blocs militaires et d'adhérer aux trois principes non nucléaires suivants : ne pas accepter, ne pas fabriquer, ne pas acquérir des armes nucléaires. Le secrétariat de l'Agence sait que nous sommes prêts à soumettre au contrôle de l'Agence toutes les installations nucléaires situées sur le territoire de l'Ukraine.

Le problème de la non-prolifération nucléaire revêt aujourd'hui une importance particulière. M. Leonid M. Kravchuk, Président de la Verkhovna Rada de l'Ukraine, dans sa déclaration devant l'Assemblée générale des

M. Oudovenko (Ukraine)

Nations Unies à sa session actuelle, a confirmé de nouveau que l'Ukraine est favorable au renforcement du régime de non-prolifération et à la transformation du traité correspondant en un accord de durée illimitée. Nous saluons l'adhésion au Traité de l'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie, du Zimbabwe, du Mozambique et de la Lituanie, et nous saluons aussi les déclarations de la Chine et de la France concernant leur décision en principe d'adhérer au Traité.

L'Ukraine envisage de se joindre au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en tant qu'Etat non nucléaire. Nous sommes favorables au renforcement et au développement ultérieur, sur la base du Traité, d'un régime international correspondant dans lequel l'AIEA devrait jouer un rôle spécial.

Le rapport de l'Agence dont nous sommes saisis traite de la question de la catastrophe de Tchernobyl. Il convient de noter que l'adoption par l'Assemblée générale en 1990 de la résolution 45/190 sur la coopération internationale pour s'attaquer aux conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl et pour les atténuer, a encouragé la consolidation des efforts internationaux dans cette direction.

Nous tenons à remercier le Secrétaire général des Nations Unies, M. Pérez de Cuéllar, ainsi que Mme Margaret Anstee, Coordonnatrice des Nations Unies pour Tchernobyl et Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne, pour ses efforts en vue d'assurer l'application de cette résolution, de faciliter la convocation de la Conférence d'annonces des contributions des Nations Unies pour Tchernobyl et d'élaborer le plan commun de coopération internationale pour s'attaquer aux conséquences de l'accident de la centrale de Tchernobyl et pour les atténuer. De plus, je voudrais confirmer de nouveau que le Gouvernement de l'Ukraine est prêt à accorder son soutien total à la communauté internationale en vue de donner forme concrète à ce plan.

M. Oudovenko (Ukraine)

Nous ressentons douloureusement les conséquences de la tragédie qui s'est produite en avril 1986 à la centrale nucléaire de Tchernobyl et qui a atteint, à des degrés de gravité plus ou moins élevés, plusieurs millions de personnes. Le Gouvernement ukrainien est en train d'appliquer un vaste ensemble de mesures destinées à atténuer l'effet des radiations sur la santé de la population. Mais malgré ces mesures, la situation dans les zones touchées reste extrêmement compliquée et l'assistance de la communauté internationale pour régler les problèmes de Tchernobyl devient aujourd'hui particulièrement nécessaire.

Comme il est indiqué dans le rapport, en 1990 le "Projet Tchernobyl" a été appliqué avec l'aide de l'Agence et, au cours de l'application de ce projet, des experts internationaux ont déterminé les niveaux de radiation dans diverses régions touchées par l'accident, examiné l'état de santé de la population atteinte et élaboré des recommandations en matière de protection radiologique.

Des représentants de l'Ukraine ont eu la possibilité de faire connaître leurs vues sur l'issue du Projet à la Conférence tenue à Vienne en mai 1991, et plus tard à la session du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, où l'Ukraine et le Bélarus ont fait des déclarations appropriées. Néanmoins, aujourd'hui dans cette enceinte, nous voudrions rappeler une fois de plus la position de l'Ukraine à ce sujet. Tout d'abord, nous sommes reconnaissants aux experts internationaux qui se sont occupés sur le plan professionnel des tâches qui leur étaient confiées. Nous sommes également reconnaissants au secrétariat de l'Agence des efforts qu'il a déployés à l'occasion du projet. En même temps, nous estimons qu'en raison du caractère restreint du concept du projet, les experts n'ont pas obtenu de données complètes, ce qui a eu un effet négatif sur leurs conclusions et recommandations et ce qui, à notre avis, a déformé le véritable tableau des conséquences de l'accident. L'évaluation n'a pas traité de l'état de santé des personnes de la zone de 30 kilomètres évacuées immédiatement après l'accident, ni de la population vivant dans les régions les plus touchées, ni de ceux que l'on a appelés les liquidateurs.

Nous nous inquiétons également de constater une tendance croissante à expliquer la gravité des conséquences de l'accident par les conditions sociales et économiques difficiles de la population vivant dans les régions contaminées et d'évacuation.

M. Oudovenko (Ukraine)

Nous sommes convaincus que la principale faiblesse du Projet résidait dans le fait que ses auteurs n'avaient pas tenu compte des intérêts de l'Ukraine en tant qu'Etat membre de l'Agence sur le territoire duquel s'était produit le désastre. Cela a eu pour effet de déplacer quelque peu l'accent, d'une manière que l'Ukraine ne saurait accepter. Nous partons de l'idée que le travail doit se poursuivre, en insistant particulièrement sur l'examen médical des personnes vivant dans les régions les plus contaminées pour permettre d'obtenir des données sûres sur l'état de santé de la population grâce à une analyse multifactorielle et à des recommandations portant sur des mesures destinées à améliorer la situation. Un pronostic valable des tendances à venir s'impose. Nous sommes heureux que l'Agence se montre disposée à aller dans ce sens ainsi que l'a dit M. Hans Blix dans la déclaration qu'il a faite hier à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale. L'Ukraine, pour sa part, est prête à fournir toutes les données et l'équipement nécessaires disponibles pour permettre d'examiner ces questions et à coopérer totalement à l'exécution de cette tâche.

On n'a pas encore tiré les nombreuses leçons qui découlent de l'accident de Tchernobyl. La plus importante d'entre elles consiste à savoir comment prévenir de tels désastres à l'avenir. A cette fin, la République a pris certaines mesures. Tout d'abord, il a été décidé de bloquer la construction d'autres centrales nucléaires et de fermer celle de Tchernobyl. Toutefois, selon nous, il convient aussi que la communauté internationale voie dans l'accident de Tchernobyl une leçon dont il convient d'ores et déjà de tirer les conclusions voulues.

Nous sommes profondément préoccupés par l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl en août de cette année ainsi que par le nouvel accident grave survenu le 11 octobre 1991. L'enquête montrera qui, en particulier, est responsable de la mise en marche soudaine du générateur No 2 qui a provoqué l'explosion d'hydrogène et suscité un incendie sur le toit de la salle des machines. Heureusement pour nous tous, cet incendie a été localisé en trois heures et demie et l'on n'a pas rapporté de radioactivité au-delà du bâtiment et du site où s'élève la centrale. Bien que les Etats membres qui possèdent des centrales nucléaires soient les premiers responsables de leur opération sûre, selon nous, l'AIEA doit accorder plus

M. Oudovenko (Ukraine)

d'attention à ces questions afin de réduire la probabilité de ces accidents au minimum ou même de les éviter, ce qui serait encore mieux.

L'un des objectifs que prévoient les statuts de l'Agence est d'utiliser l'énergie nucléaire pour le maintien de la paix, la santé et le bien-être des populations du monde entier. Nous pensons que l'Agence devrait, de manière systématique et intransigeante, appliquer sa politique visant à assurer la sécurité des installations nucléaires et faire le maximum d'efforts pour arriver à cet objectif dans la pratique. Il est bien évident qu'un nouvel accident grave survenant dans n'importe quelle centrale nucléaire dans quelque pays que ce soit jetterait le discrédit sur l'idée même d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. C'est pourquoi la mise au point de normes fondamentales, internationalement reconnues et obligatoires en matière de sécurité nucléaire et de radiation et la création d'un programme coordonné de coopération en matière de sécurité nucléaire devraient devenir l'un des grands domaines d'activités de l'Agence. Seule une politique internationale coordonnée dans ce domaine est propre à assurer la plus grande sécurité partout dans le monde et à calmer les doutes que suscite l'énergie nucléaire.

Il faut reconnaître que l'Agence a déjà fait certains efforts dans cette voie. La Conférence internationale sur la sécurité des centrales nucléaires, "Stratégie pour l'avenir", qui s'est tenue à Vienne du 2 au 6 septembre de cette année, constitue un exemple de ces activités. Pour la première fois, des questions touchant la sécurité des générations actuelles et à venir des centrales nucléaires ont été discutées à un niveau aussi élevé. Nous estimons que les suggestions et les recommandations formulées à la Conférence méritent d'être examinées à fond. Il importe que l'Agence détermine son rôle et ses capacités quant à l'application des suggestions formulées à la Conférence.

Les questions touchant l'opération sans danger des centrales nucléaires ont beaucoup d'importance à nos yeux étant donné que sur le territoire de l'Ukraine se trouvent cinq grandes centrales nucléaires, dont l'infortunée centrale de Tchernobyl, l'usine de Rivne qui, entre parenthèses, a reçu la visite d'une groupe d'experts de sécurité de l'Agence du 25 au 29 juin de cette année, et d'autres installations nucléaires représentant au total 16 réacteurs nucléaires avec une capacité globale de 15 000 Mwt, ce qui équivaut à 25 % de toute la capacité génératrice de l'Ukraine. Récemment, le

M. Oudovenko (Ukraine)

Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada, a décidé de déclarer que l'Ukraine étendrait sa compétence à toutes les entreprises et organisations d'Etat situées sur le territoire de la République gérées auparavant par les ministères fédéraux centraux de l'ancienne Union soviétique. Cette décision s'applique totalement aux cinq centrales nucléaires. En fait, nous comprenons que ce transfert ne devrait avoir aucun effet sur la sécurité opérationnelle de ces installations. Il faudra certainement du temps pour régler un certain nombre de questions juridiques, d'organisation et d'autre nature résultant des décisions du Parlement ukrainien que j'ai citées. Les institutions respectives appelées à gérer l'industrie nucléaire nationale sont en train d'être créées. Le Comité d'Etat de l'Ukraine pour l'opération sans danger des centrales nucléaires, notamment, existe déjà.

La zone de Tchernobyl est le résultat d'une grave tragédie, mais d'autre part elle constitue aussi un terrain d'essai tout à fait exceptionnel pour l'étude de problèmes physiques, techniques, biologiques et sociaux importants touchant l'élimination des conséquences de l'accident nucléaire et la garantie de la protection radiologique de la population. Aujourd'hui, nous attachons la plus grande importance au problème du "Sarcophage" ou couvert du quatrième réacteur détruit de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Pour résoudre ce problème, le Gouvernement de l'Ukraine a présenté une proposition en vue d'organiser un concours international sur la manière de transformer le sarcophage en un système sans danger pour l'environnement, et il a demandé à tous les pays, organisations, communautés et personnalités scientifiques de participer à ce concours et d'en appuyer le déroulement. L'appel du Gouvernement de l'Ukraine a été lancé sous la forme d'un document officiel de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale (A/46/579).

M. Oudovenko (Ukraine)

Le stockage définitif de quantités énormes de déchets radioactifs résultant de l'accident est un autre problème grave. Nous sommes convaincus de la nécessité d'un projet international sur la mise au point de techniques optimales pour le conditionnement et le stockage des déchets. De toute évidence, l'Agence pourrait aider à résoudre ces problèmes.

Les renseignements recueillis au cours de la mise en oeuvre de divers projets liés à Tchernobyl sont déjà disponibles et tout le monde pourra y avoir accès. Cela aidera à bien des égards à promouvoir la sécurité nucléaire et radiologique et à élaborer des mesures propres à réduire au minimum les conséquences d'accidents futurs dans les centrales nucléaires - accidents qui sont extrêmement peu probables mais qui, malheureusement, restent possibles.

La délégation de l'Ukraine se félicite des activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique tendant à mettre en oeuvre des garanties qui ont une signification particulière dans la situation actuelle, à savoir l'évolution du processus de désarmement nucléaire. En même temps, les événements récents ont montré la nécessité de renforcer l'efficacité des systèmes de garanties existants. Il nous semble nécessaire de prévoir dans le budget 1993/94 des mesures spécifiques propres à favoriser les inspections spéciales. Il faut également mettre au point un mécanisme clair pour leur application.

Notre délégation salue les efforts faits par l'Agence pour appliquer la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, particulièrement en ce qui concerne la surveillance des activités nucléaires de l'Iraq. En même temps, nous estimons qu'il convient de donner une impulsion nouvelle à l'idée de créer des zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient, en poursuivant les efforts propres à faire participer tous les pays de la région au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à leur faire accepter l'ensemble des garanties de l'Agence.

A la trente-cinquième session de la Conférence générale de l'Agence, la délégation de l'Ukraine a appuyé le programme et le budget de l'Agence pour 1992, qu'elle juge bien équilibrés. Pour ce qui est de la structure du budget pour les années à venir, il nous paraît nécessaire d'effectuer une analyse comparative des résultats des différents projets et d'établir entre eux certaines priorités. Après quoi, le montant des dépenses consacrées aux

M. Oudovenko (Ukraine)

projets les plus importants pourrait être accru dans les années à venir, tandis que le financement des projets secondaires pourrait être réduit ou même supprimé. Nous croyons qu'une telle souplesse dans la politique financière accroîtrait sensiblement l'efficacité des activités de l'Agence.

Une analyse du même genre est encore plus nécessaire en ce qui concerne le plan à moyen terme pour 1993-1998, qui reflète la stratégie des activités de l'Agence pour cette période quinquennale. Le plan devrait permettre de redistribuer éventuellement les crédits en tenant compte des changements de priorités, devrait servir de guide pour la mise au point de programmes ultérieurs, et être régulièrement examiné et mis à jour sur la base de consultations entre le secrétariat de l'Agence et les Etats membres.

Pour terminer, j'aimerais souligner que l'Ukraine appuie les diverses activités de l'Agence destinées à renforcer la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et fera tout son possible pour aider à régler les problèmes extrêmement importants auxquels elle doit faire face.

M. RIDER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Lorsque les Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont réunis pour la première Conférence générale en 1957, je ne crois pas que quiconque à l'époque pouvait imaginer tous les défis d'ordre technique et politique auxquels l'Agence se trouve confrontée aujourd'hui. Dans son rapport très complet à l'Assemblée générale et dans sa déclaration d'hier, le Directeur général, M. Blix, a décrit toute la gamme des activités réalisées l'an passé. Une conférence importante sur la sécurité nucléaire s'est réunie pour examiner les moyens d'améliorer les normes de sécurité, de protection radiologique et de gestion des déchets. L'Agence a poursuivi ses travaux sur la coopération technique, y compris sur toute une gamme d'applications de la technologie nucléaire à des fins autres que la production d'énergie. Des discussions se sont poursuivies sur tout ce qui touche aux échanges dans le domaine nucléaire. De nouveaux pays ont adhéré à l'Agence.

Au cours de la dernière année, et même des dernières semaines, nous avons enregistré d'importantes tendances positives qui renforcent le régime de prévention de la propagation des dispositifs d'explosions nucléaires et le régime des échanges nucléaires à des fins pacifiques. Les annonces que

M. Rider (Nouvelle-Zélande)

viennent de faire les Présidents Bush et Gorbatchev sur d'importantes réductions des arsenaux nucléaires ouvrent la voie à un monde plus sûr. Outre l'intérêt qu'ils présentent sur le plan de la limitation des armements, ces événements ont un énorme impact politique. Le processus multilatéral, dans lequel l'AIEA joue un rôle primordial, est essentiel en ce qui concerne le renforcement de la sécurité et de la stabilité, qui est favorisé par ces mesures historiques.

Comme le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, le très honorable J. B. Bolger l'a confirmé à l'Assemblée générale le mois dernier, le renforcement du régime de non-prolifération est une priorité pour la Nouvelle-Zélande. Maintenant que les possibilités de créer un monde plus pacifique sont plus grandes que jamais, nous ne pouvons absolument pas tolérer que de nouveaux Etats puissent se doter d'armes nucléaires.

La guerre du Golfe a mis en lumière l'importance des garanties relatives à la fourniture de la technologie nucléaire. La Nouvelle-Zélande se félicite de ce que les Gouvernements du Royaume-Uni et de la France aient annoncé le mois dernier leur décision d'exiger l'adoption de garanties intégrales comme condition préalable à la fourniture de la technologie nucléaire. Nous pensons que cela devrait être la norme pour tous les fournisseurs de technologie nucléaire.

La Nouvelle-Zélande se félicite également de la décision prise par un certain nombre d'Etats, dont la France et la Chine, d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cela signifie que les cinq Etats dotés d'armes nucléaires seront bientôt parties au Traité, ce qui représente pour ce dernier un appui sans précédent. La Nouvelle-Zélande espère que d'autres Etats qui ne sont pas encore parties au Traité sur la non-prolifération, en particulier ceux qui disposent d'importantes industries nucléaires, reconsidéreront leur position et manifesteront leur soutien en faveur des mécanismes internationaux tendant à empêcher l'acquisition d'armes de destruction massive.

Alors que les accords de garanties nucléaires au titre du Traité sur la non-prolifération ont été conclus rapidement, tout au moins dans un cas récent, il est décourageant de constater tout le temps qu'il a fallu à d'autres pays pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du Traité.

M. Rider (Nouvelle-Zélande)

Le fait qu'un Etat partie au Traité sur la non-prolifération, la République populaire démocratique de Corée, continue de faire fonctionner des installations nucléaires non soumises aux garanties de l'Agence pose des problèmes sérieux. Il est inacceptable qu'une partie invoque un différend bilatéral comme excuse pour ne pas honorer les obligations qu'il a consacrées envers toutes les autres parties au Traité. Plus longtemps cette question restera sans solution, plus les inquiétudes seront grandes quant à la nature du programme nucléaire en jeu. Il est clair que les initiatives prises récemment par les principaux Etats dotés d'armes nucléaires constituent un nouveau geste qui devrait encourager la République démocratique populaire de Corée à signer et mettre en oeuvre un accord de garanties. Nous la prions instamment de le faire sans plus tarder.

M. Rider (Nouvelle-Zélande)

La Nouvelle-Zélande est heureuse de voir que dans sa propre région du Pacifique Sud-Ouest un certain nombre de petits pays n'ayant pas d'activités nucléaires importantes ont conclu des accords de garanties et choisi l'option simplifiée de les faire entrer en vigueur au moment de la signature. Tuvalu a récemment signé un accord de garanties avec l'Agence, Kiribati l'a fait à la fin de l'année dernière, et les Iles Salomon ont conclu le même accord au début de l'année. Il y a des pays dans d'autres régions du monde qui n'ont pas d'activités nucléaires importantes et que nous encouragerions à suivre ces exemples. Sans aucun doute, le régime de non-prolifération et la position centrale de l'Agence qui étaye ce régime ont été renforcés au cours de l'année dernière du fait de nouvelles adhésions au TNP et de la conclusion de garanties du TNP. Mais ceci est en opposition très claire avec la conduite d'un membre de l'Agence partie au TNP, l'Iraq.

Pour la première fois de l'histoire de l'Agence, le Conseil des gouverneurs s'est aperçu qu'un Etat membre de l'Agence et partie au TNP ne s'est pas acquitté de ses obligations en vertu de l'Accord de garanties du TNP. Cette conclusion concernant les activités nucléaires de l'Iraq soulève des questions fondamentales pour l'Agence et pour le régime international de non-prolifération. Il faut y faire face sans ambages. Nous devons veiller à ce que des mécanismes efficaces existent pour empêcher une répétition de ce manquement à un accord international de garanties.

L'Agence s'est vu confier un rôle vital en vertu de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité dans l'enquête des activités nucléaires de l'Iraq. Nous avons acquis depuis lors beaucoup d'informations au sujet du programme nucléaire de l'Iraq. L'Agence a dû opérer dans des conditions qui, parfois, ne peuvent être qualifiées que de difficiles, comme la Nouvelle-Zélande le sait très bien, étant donné son association avec la Commission spéciale des Nations Unies. Nous sommes donc heureux de parrainer le projet de résolution A/46/L.10 dont nous sommes actuellement saisis et qui, notamment, félicite l'Agence pour ses efforts dans l'application des résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité.

Des progrès substantiels ont été faits pour déterminer la poussée et la portée des activités nucléaires de l'Iraq. Ce que nous avons appris jusqu'à présent nous inquiète profondément. Qu'une partie au TNP puisse se lancer

M. Rider (Nouvelle-Zélande)

dans un si vaste programme nucléaire soulève d'importantes questions concernant le régime existant de garanties de l'AIEA. Il est impérieux que le système de garanties soit renforcé pour permettre une plus grande latitude s'agissant de la détection de ces activités clandestines. Cela signifiera nécessairement un système d'inspection plus approfondi et un engagement par les Etats parties au TNP d'utiliser les mécanismes qui existent déjà à cette fin. Nous sommes heureux que des mesures aient déjà été prises dans ce sens. Nous ne devrions pas non plus perdre de vue les propositions qui ont émergé de la quatrième Conférence d'examen du TNP l'année dernière. La Nouvelle-Zélande félicite le Directeur général d'avoir créé une équipe spéciale après cette quatrième Conférence d'examen pour étudier certaines de ces propositions.

Le régime des garanties est mis à l'épreuve d'autres façons également. En cette époque de croissance réelle zéro, le budget des garanties connaît de graves difficultés. Le régime de financement actuel des garanties ne semble pas bien équipé pour répondre aux pressions accrues qui s'exercent sur lui. Des consultations informelles au sujet du financement des garanties n'ont pas réalisé les progrès que nous aurions souhaité s'agissant de certaines questions fondamentales.

Les stratégies pour l'avenir ont également été le thème sous-jacent de la Conférence internationale sur la sûreté nucléaire qui s'est tenue à Vienne au début de l'année. Cette conférence a reconnu le rôle constructif de l'Agence dans les domaines de la sûreté nucléaire, de la protection radiologique et du traitement des déchets. C'est un domaine qui affecte toutes les régions du monde, y compris la mienne.

Pour terminer, les temps actuels sont sans précédent pour l'Agence. Au premier plan, il y a l'accord historique entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des armes nucléaires stratégiques, et les annonces encore plus récentes au sujet des armes tactiques. Il y a eu des changements spectaculaires en Europe. Cependant, il y a un fait qui nous rappelle à la raison, à savoir l'agression d'un Etat membre envers un autre et le non-respect de son accord de garanties international, avec tout ce que cela laisse supposer sur ses ambitions nucléaires. Le système édifié pour empêcher la prolifération des armes nucléaires a été mis en question. La conclusion est claire. Ce n'est pas un système dont nous pouvons nous passer.

M. KUKAN (Tchécoslovaquie) (interprétation de l'anglais) : Les événements de l'année dernière ont donné du relief au rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) lorsqu'il s'agit d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et les abus de l'énergie nucléaire à des fins militaires. L'Agence a connu le succès dans ses activités destinées à garantir l'utilisation pacifique générale de l'énergie atomique dans l'intérêt de la prospérité économique et de la santé des populations du monde entier. Le rapport qui nous a été présenté, de même que la déclaration du Directeur général de l'AIEA, M. Hans Blix, montre à l'évidence que l'Agence a bien rempli ses tâches en vue de réaliser ces objectifs essentiels et qu'elle a pu réagir comme il fallait aux défis qui se sont posés à elle.

Le plus grave de tous ces défis a été la violation flagrante des obligations de l'Accord de garanties signé avec l'Agence par l'Iraq. A cet égard, l'Agence s'est vu confier certaines tâches en vertu des résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité. Comme chacun a pu le constater, l'Agence et son personnel ont rempli leurs tâches ardues dans des circonstances difficiles et dangereuses avec efficacité, persévérance et abnégation. La Tchécoslovaquie apprécie hautement ces activités de l'AIEA et elle estime qu'elles doivent se poursuivre selon les décisions du Conseil de sécurité. En même temps, nous demandons au Gouvernement iraquien de garantir toutes les conditions nécessaires pour assurer les activités des équipes d'inspection de l'Agence.

La révélation concernant des programmes secrets d'enrichissement d'uranium en Iraq a donné un relief impressionnant à la nécessité pressante de renforcer le système de garanties de l'AIEA afin de s'assurer que, dans les Etats qui ont adopté la totalité des garanties, il n'y ait pas de matières nucléaires et d'équipement non signalés. Nous notons avec satisfaction que la trente-cinquième session de la Conférence générale a réagi à cette nécessité de manière positive et rapide, et dans sa résolution 999, adoptée par consensus, a lancé un appel au Conseil des gouverneurs pour qu'il examine les mesures propres à renforcer l'efficacité du système de garanties avant le mois de février 1992.

La délégation tchécoslovaque juge souhaitable que l'Agence exerce son droit d'effectuer des inspections spéciales sur la base des accords de

M. Kukan (Tchécoslovaquie)

garanties. Nous sommes d'accord avec le Directeur général de l'AIEA qui pense que pour déceler des activités nucléaires secrètes au moyen de ces inspections, il convient de respecter trois conditions essentielles : les renseignements doivent émaner d'autres Etats - de satellites et de sources diverses; l'accès des inspecteurs aux lieux de ces installations doit être rapide et sans entrave; et le Conseil de sécurité doit appuyer ces inspections.

M. Kukan (Tchécoslovaquie)

L'expérience que nous avons vécue avec l'Iraq souligne la nécessité de renforcer le contrôle sur le transfert, la production ou l'achat de matières et d'équipements nucléaires. A cet égard, nous appuyons la proposition de la Communauté européenne relative à l'application d'une série de mesures complémentaires relativement simples que prendraient tous les Etats. De plus, tous les fournisseurs, actuels ou potentiels, de matières nucléaires devraient adopter et respecter systématiquement le principe selon lequel toute nouvelle fourniture devrait être subordonné à l'engagement du destinataire de respecter la non-prolifération et de fournir des garanties totales. Il importe que tous les principaux fournisseurs, et en particulier tous les membres permanents du Conseil de sécurité, agissent de la sorte.

Des progrès remarquables et prometteurs ont été faits l'année dernière du fait de l'augmentation du nombre de signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, étape importante vers l'universalité de celui-ci. Nous saluons l'adhésion de l'Albanie et de la Lituanie, ainsi que celle d'un groupe d'Etats africains - Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Zambie et enfin Afrique du Sud -, ce qui a ouvert la voie à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires sur le continent africain. Nous sommes également heureux que la France et la Chine aient pris la décision d'adhérer au Traité. L'application de ces mesures signifierait que la totalité des cinq puissances nucléaires deviendraient signataires du Traité, ce qui serait très important pour le régime de non-prolifération des armes nucléaires.

Etant donné l'importance que la sécurité nucléaire revêt pour tous les Etats, il convient de faire en sorte que le Traité sur la non-prolifération soit universellement reconnu. La République fédérale tchèque et slovaque renouvelle donc une fois de plus son appel à tous les Etats qui n'auraient pas encore adhéré au Traité afin qu'ils le fassent dans les meilleurs délais.

Avec l'élargissement du système des accords de garanties de l'AIEA, base du régime de non-prolifération, un modeste progrès a été réalisé l'année dernière. Nous escomptons à bref délai la signature, la ratification et l'application de l'accord par la République populaire démocratique de Corée, accord dont le texte a été approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA en septembre dernier. Par ailleurs, nous sommes sensibles au fait que la

M. Kukan (Tchécoslovaquie)

République d'Afrique du Sud ait déjà conclu un tel accord, et ce très peu de temps après avoir signé le Traité sur la non-prolifération. Nous espérons également voir aboutir sous peu les négociations entreprises entre l'AIEA, d'une part, le Brésil et l'Argentine, d'autre part, quant à la signature d'un accord de garanties.

Dans le domaine des mesures régionales contre la prolifération des armes nucléaires, l'année dernière a également connu une évolution positive. Nous nous sommes félicités de l'accord sur ces mesures conclu entre l'Argentine et le Brésil. La résolution GC(XXXV)/RES/980, adoptée lors de la trente-cinquième session de la Conférence générale de l'AIEA et portant sur l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient, devrait être de nature à stimuler l'adoption de mesures propres à renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans cette région qui, depuis plusieurs dizaines d'années, souffre de conflits graves.

Nous nous félicitons de l'accroissement des activités de l'Agence dans le domaine des utilisations sûres et pacifiques de l'énergie atomique, ce qui a conduit, comme l'a souligné le Directeur général, au régime international de sécurité nucléaire et au renforcement progressif de la sécurité partout, y compris le stockage sans danger des déchets nucléaires. Ce régime de sécurité nucléaire devrait être renforcé dans la période à venir grâce à l'application progressive des conclusions de la Conférence sur la sécurité nucléaire que l'AIEA a tenue à Vienne en août dernier.

A ce propos, nous nous félicitons tout particulièrement de la mise en oeuvre du projet visant à revoir et accroître la sécurité des réacteurs nucléaires de type plus ancien existant en Europe centrale et orientale, projet maintenant achevé. De même, nous devons être reconnaissants à l'AIEA qui s'emploie à définir progressivement des normes de sécurité applicables à la conception des réacteurs de demain.

La décision du Gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque de contribuer volontairement au Fonds d'affectation des Nations Unies à hauteur de 500 000 dollars des Etats-Unis est l'expression de la façon dont notre pays comprend la nécessité d'atténuer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Nous comptons sur la participation de nos entreprises et de nos

M. Kukan (Tchécoslovaquie)

organisations à des projets des Nations Unies actuellement en préparation et qui seront financées grâce aux fonds obtenus à la Conférence d'annonce de contributions. Le Gouvernement tchécoslovaque a déjà fourni une aide humanitaire aux enfants des zones éprouvées et a approuvé la réinstallation de près d'un millier de nos compatriotes de ces régions en Tchécoslovaquie. Cette assistance a également comporté la fourniture de médicaments et de produits alimentaires.

La délégation tchécoslovaque a noté avec satisfaction que l'AIEA s'est acquittée efficacement de ses obligations, qu'elles tiennent à de nouveaux besoins immédiats ou à des objectifs à long terme. Nous apprécions tout particulièrement les résultats auxquels elle est parvenue en sa qualité de barrière institutionnelle contre la prolifération des armes nucléaires. Nous tenons à assurer aussi bien l'Assemblée générale que le Directeur général de l'AIEA, M. Blix, que la République fédérale tchèque et slovaque continuera d'apporter son plein appui aux activités de l'Agence.

M. MONTERO (Chili) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation a pris connaissance avec satisfaction du rapport très complet de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 1990 que nous a présenté hier son Directeur général, M. Hans Blix. Nous nous associons aux autres délégations et rendons un hommage mérité à l'Agence pour ses efforts répétés en faveur de la paix et du développement économique et social des peuples dans le domaine important de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

En conséquence, ma délégation appuie le projet de résolution relatif au point de l'ordre du jour que nous examinons aujourd'hui, et c'est avec beaucoup de plaisir que nous nous en sommes portés coauteurs. Nous sommes sûrs qu'il sera adopté par l'Assemblée.

Je profite en même temps de l'occasion pour dire notre satisfaction quant à la négociation d'un accord de garanties entre la République populaire démocratique de Corée et l'AIEA, dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous espérons que cet instrument, qui est important pour la paix, sera signé et ratifié dans les délais les plus brefs étant donné la grande importance des initiatives de coopération et de confiance en ce domaine, que mon gouvernement appuie pleinement.

M. Chang Hee ROE (République de Corée) (interprétation de l'anglais) : Au nom du Gouvernement de la République de Corée, ma délégation souhaite dire toute sa reconnaissance à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour sa présentation du rapport annuel de l'Agence et pour sa déclaration très détaillée sur les activités de celle-ci.

Nous félicitons M. Blix et son équipe des efforts inlassables qu'ils ont faits, au cours de l'année écoulée plus particulièrement, pour mener à bien les tâches très importantes et ô combien difficiles qui leur avaient été confiées.

De même, nous sommes fermement convaincus que l'AIEA continuera à renforcer son rôle essentiel qui est de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie atomique et d'empêcher la prolifération des armes nucléaires.

Pendant les 20 années qui se sont écoulées depuis notre adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et depuis la conclusion subséquente de l'accord de garanties avec l'AIEA, nous avons largement tiré parti de l'aide précieuse de l'Agence pour ce qui est de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Depuis l'an dernier, notre pays est le neuvième plus grand producteur d'énergie nucléaire dans le monde. Près de la moitié de notre électricité provient de centrales nucléaires installées dans le pays. Du fait qu'il est tellement tributaire de l'énergie nucléaire, mon gouvernement attache une grande importance à la coopération grandissante entre la République de Corée et l'AIEA. En tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence, nous sommes indéfectiblement acquis aux nobles objectifs de l'Agence.

Aujourd'hui, ma délégation voudrait insister sur la non-prolifération nucléaire et le régime des garanties, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et le système de garanties de l'AIEA présentant une importance vitale pour la sécurité internationale.

Comme M. Blix l'a précisé hier dans sa déclaration, des progrès substantiels ont été faits récemment en matière de non-prolifération. Nous nous félicitons que deux Etats nucléaires déclarés - la France et la République populaire de Chine - aient annoncé leur intention d'adhérer au Traité. Nous constatons également avec plaisir que plusieurs Etats non dotés

M. Chang Hee Ros (République de Corée)

d'armes nucléaires ont récemment adhéré au TNP ou manifesté leur intention de le faire. Ces événements marqueront une étape importante vers l'universalité du régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Etant donné que les accords de garanties font partie intégrante du régime du TNP, les Etats parties au TNP sont tenus de conclure les accords de garanties prévus aux termes du Traité. Nous jugeons particulièrement préoccupant que des pays engagés dans des activités nucléaires importantes n'aient toujours pas signé les accords.

C'est ce qui explique dans une large mesure pourquoi mon gouvernement est tellement préoccupé à propos d'un Etat entrant dans cette catégorie, la République populaire démocratique de Corée. On sait que la Corée du Nord a depuis très longtemps en opération des installations nucléaires qui ne sont pas couvertes par les garanties. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA réuni le mois dernier a manifesté sa vive inquiétude de voir que la Corée du Nord tardait encore à signer l'accord de garanties et il a adopté une résolution demandant à la Corée du Nord de signer, de ratifier et de mettre pleinement en oeuvre l'accord.

Maintenant que la Corée du Nord est Membre de l'Organisation mondiale et qu'elle s'est engagée à honorer les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte, et puisque le texte de l'accord a d'ores et déjà été approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, nous demandons instamment à la Corée du Nord de respecter sans plus tarder ses obligations internationales.

Comme de nombreuses délégations l'ont fait observer à maintes reprises depuis le début de la présente session de l'Assemblée générale, la crise du Golfe a mis en lumière la nécessité urgente de renforcer encore le régime de garanties de l'AIEA. Nous pensons comme M. Blix qu'il convient de tirer des leçons importantes de l'expérience récente et de mettre en place des procédures efficaces pour prévenir les risques de ce genre et, le cas échéant, y faire face.

A ce propos, ma délégation est très heureuse de constater les efforts déjà déployés par l'AIEA pour mettre au point des mesures propres à renforcer son régime de garanties nucléaires. Du reste, la dernière session du Conseil des gouverneurs et la Conférence générale de l'AIEA ont décidé d'examiner en priorité les moyens de régler ce problème.

M. Chang Hee Roe (République de Corée)

A ce propos, nous attendons avec le plus vif intérêt le rapport du Directeur général sur le nouveau mécanisme d'inspection spéciale, qui doit être publié à l'issue de la prochaine session du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Nous croyons que ce rapport pourrait donner l'impulsion nécessaire à cette entreprise.

M. KHAN (Bangladesh) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la délégation du Bangladesh, je voudrais dire combien nous apprécions les efforts que l'Agence a faits l'an dernier pour atteindre ses objectifs en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans l'intérêt de l'humanité. Ma délégation félicite M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui nous a parlé hier du rôle difficile et délicat que l'Agence joue sous sa direction dans un secteur extrêmement complexe impliquant l'énergie nucléaire elle-même.

Mon pays, qui appartient au tiers monde, n'a ni contribué à l'accumulation des armes nucléaires dans le monde, ni encore tiré parti des meilleurs fruits de cette "énergie". Néanmoins, nous voudrions proclamer officiellement notre confiance en l'AIEA. Avant de parler de certains points mentionnés dans le rapport ainsi que du rôle de l'AIEA pendant la dernière décennie du XXe siècle, je voudrais signaler la part que l'AIEA a prise aux activités de l'après-catastrophe de Tchernobyl et ce qu'elle a fait pour que les peuples croient à nouveau que la prescription de garanties appropriées, assortie d'inspections sérieuses, menées en temps voulu par des autorités internationales ainsi que de conseils relatifs au traitement des déchets nucléaires, peut conduire à la mise au point de dispositifs nucléaires bien plus sûrs que les installations qui génèrent de l'énergie classique, au regard du calcul statistique des probabilités.

M. Khan (Bangladesh)

Ces 20 dernières années le Bangladesh a étroitement coopéré avec l'AIEA par le biais de la Commission de l'énergie atomique du Bangladesh. Nous avons bénéficié jusqu'ici d'un certain soutien pour la formation de notre main-d'oeuvre scientifique aux sciences nucléaires. Nous sommes heureux d'ajouter que, dans le cadre du programme de formation et de coopération de l'AIEA, l'aide que nous avons reçue de l'Agence en ce qui concerne l'équipement et les installations de recherche au Bangladesh a été très profitable à nos jeunes chercheurs ainsi qu'à notre gestion de la recherche. Grâce à des échanges de visites de personnel scientifique, à des invitations à des conférences et à des séminaires organisés par l'AIEA, les chercheurs nucléaires ont pu bénéficié d'un climat propice à la recherche dans un pays qui n'est pas encore très avancé dans le domaine de la science et de la technologie, si vitales pour le développement d'une base scientifique. Au nom de ma délégation, je m'engage à soutenir l'AIEA dans sa tâche, qui est d'aider tant les pays développés que les pays en développement en fonction de leurs besoins dans le domaine de la science nucléaire. Il ne fait aucun doute que l'Agence a clairement démontré, au cours de l'année dernière, que ses efforts en faveur de la paix et de la sécurité par le biais des utilisations adéquates de la technologie nucléaire peuvent contribuer au développement d'une coopération fructueuse entre nations du monde. A cet égard, notre délégation fait siennes les vues exprimées par la délégation australienne sur la formation et le développement, en mettant principalement l'accent sur les pays en développement.

Après avoir évoqué le programme de coopération technique entre nations, sous l'égide de l'Agence, ma délégation voudrait maintenant souligner le travail précieux accompli par l'Agence dans les domaines suivants : premièrement, la sûreté nucléaire; deuxièmement, l'énergie nucléaire dans le contexte de l'environnement et du développement et, troisièmement, le transfert de la technologie nucléaire aux pays en développement.

La sûreté nucléaire a presque toujours été une source de préoccupation pour les grandes nations. Le Bangladesh a été l'un des pays à avoir été pris au dépourvu à la suite de l'accident de Tchernobyl en important des aliments pour bébés qui avaient été contaminés du fait de cet incident. Une nouvelle législation a dû être mise en place pour faire face à cette situation

M. Khan (Bangladesh)

inattendue, mais après seulement que certains de nos jeunes enfants qui dépendent très directement de l'importation de lait en poudre en eurent subis les effets prévisibles. Ainsi, la sûreté nucléaire a pris une dimension tout à fait nouvelle pour le monde entier - quelque peu différente de la dimension que revêt la gestion des centrales nucléaires elles-mêmes, ce qui était l'approche classique avant nos expériences récentes en la matière. En soulignant ses travaux dans ce domaine, l'Agence a parfaitement mis en lumière la contribution que peut apporter une agence internationale à cet égard.

Une autre question complexe dans le contexte de l'énergie nucléaire qui a récemment fait son apparition est celle de la préservation de l'environnement pour une planète saine. Nous avons déjà causé des dommages considérables à l'environnement et à l'écologie, et nous avons évoqué haut et fort l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'élévation du niveau des mers et les changements dans le climat mondial. Toutefois, attribuer tous ces changements ou même chercher à lier de tels événements aux seules usines d'énergie nucléaire serait sans doute exagéré. A ce stade, notre délégation souhaiterait attirer l'attention de l'Assemblée sur les tentatives qui ont été faites dans le passé pour, sciemment ou involontairement, faire l'amalgame entre les armes nucléaires et l'énergie nucléaire. Bien que notre position à l'égard des armes nucléaires ainsi que de la limitation et de la destruction de leurs stocks soit sans ambiguïté, nous tenons néanmoins, ayant été parmi les premiers signataires dans notre région du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, faire une distinction très nette entre les aspects liés à l'armement et ceux qui sont liés aux possibilités de fabriquer de l'énergie dans un pays en développement comme le nôtre, où il y a encore quelques années n'existait quasiment aucune source d'énergie classique. Et encore aujourd'hui nous devons nous contenter de réserves limitées en gaz. De plus, il est vraiment temps de souligner avec insistance que l'énergie nucléaire est beaucoup plus propre que les combustibles fossiles, comme l'a indiqué à juste titre l'Agence, et que l'utilisation de l'énergie nucléaire offre bien plus de garanties pour l'environnement lorsqu'elle est assortie de méthodes de sûreté appropriées et lorsque l'Agence se charge de la gestion des déchets. L'engagement envers la vaste population rurale du Bangladesh d'assurer son développement et son approvisionnement en énergie nucléaire nécessaire ne peut

M. Khan (Bangladesh)

être respecté qu'en lui fournissant de l'énergie nucléaire dans le cas où les sources d'énergie classiques ne pourraient pas donner les résultats escomptés. Dans de telles circonstances, nous ne pourrions peut-être pas faire autrement que de solliciter l'appui de l'Agence. A notre avis, une approche rationnelle de la question de l'approvisionnement de vastes populations du monde en développement devra, à un moment ou à un autre, être envisagée, car il faut bien comprendre que cette question n'est en rien comparable à celle des armes nucléaires. En d'autres termes, nous ne croyons pas du tout que les arguments en faveur de l'élimination ou de la destruction des armes nucléaires doivent faire obstacle au développement de l'énergie nucléaire dans des régions qui manquent cruellement de sources d'énergie naturelles.

Enfin, notre délégation voudrait aborder rapidement la question du transfert de technologies et de techniques nucléaires aux fins de l'agriculture, de la médecine et de l'industrie. Le rôle de l'Agence dans ce domaine s'est révélé tout aussi important. Des établissements ont été créés au Bangladesh, notamment des centres radio-isotopes à vocation médicale, grâce à l'aide directe ou indirecte de l'AIEA. Des enquêtes portant sur la détection d'oligo-éléments dans les produits de l'agriculture et de l'industrie, l'irradiation des produits agricoles en liaison avec la mutation et le développement de nouvelles espèces sont autant d'activités qui ont contribué au développement d'une nation désavantagée sur le plan économique, comme c'est le cas du Bangladesh. En tant que l'un des pays les moins avancés de notre région et l'un des premiers signataires du Traité sur la non-prolifération dans notre région, nous pensons que nous méritons la considération et le soutien particuliers des programmes de l'AIEA.

En tant qu'ancien membre du programme de bourse de l'AIEA et associé permanent du Centre international de physique théorique, qui est un autre institut qui bénéficie de l'appui constant et attentif de l'AIEA en tant que moyen pour accroître les capacités scientifiques et technologiques des nations en développement, je voudrais terminer en félicitant à nouveau l'Agence pour les efforts inlassables qu'elle déploie pour garantir la sûreté dans le monde grâce aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Le **PRESIDENT** : J'informe l'Assemblée que les représentants de l'Egypte et du Nigéria ont demandé à pouvoir participer au débat sur ce point de l'ordre du jour.

Le Président

La liste des orateurs sur ce point a été close, hier, à 17 heures. Aussi je voudrais demander à l'Assemblée si elle voit une objection à ce que les noms de ces représentants soient inclus dans la liste des orateurs.

Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte cette adjonction.

Il en est ainsi décidé.

M. ADEKANYE (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation a lu avec soin le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 1990, dont la qualité et le caractère détaillé traduisent la compétence et le professionnalisme auxquels l'Agence a toujours habitué. Nous louons le Directeur général de son rapport et de sa déclaration si claire, qui ont mis en relief les activités de l'Agence et les défis qu'elle devra relever.

Mon pays attache une grande importance à la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et aux retombées positives des techniques nucléaires pour le développement. A ce propos, nous relevons avec satisfaction l'efficacité croissante de l'Agence dans l'application de son programme d'assistance technique à l'intention des pays en développement, notamment dans des domaines essentiels tels que l'alimentation et l'agriculture, l'extraction minière et les ressources en eau, la médecine et l'industrie. Il est rassurant de noter que la part de l'Afrique dans le programme d'assistance technique de l'Agence a connu une hausse sensible pendant l'année écoulée et que, globalement, l'affectation des ressources a reflété les priorités du développement de notre continent. Nous sommes également heureux de lire dans le rapport que l'Agence a intensifié son programme de formation et ses séminaires sur la radioprotection pour répondre aux besoins des pays en développement. Il convient d'accroître l'assistance précieuse de l'Agence dans ces domaines.

On trouve l'un des principaux instruments de l'assistance fournie par l'AIEA aux pays en développement dans les accords régionaux de coopération, conclus pour l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Il est encourageant de noter que, depuis son entrée en vigueur en 1990, l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et l'information dans le domaine de la science et de la technique nucléaires (AFRA) a continué d'attirer une participation accrue de la part de notre continent et l'appui des pays donateurs. D'autres projets régionaux portant sur la conservation des aliments, le traitement par irradiation, l'utilisation de radio-isotopes dans la production animale, et les mutations botaniques ont été définis à la deuxième réunion du Groupe de travail technique de l'AFRA, tenue à Alger en juillet dernier. Nous pensons que ces activités augmenteront encore dans les

M. Adeniyi (Nigeria)

mois à venir. Nous espérons également que ces projets et d'autres encore seront exécutés rapidement et que la communauté internationale renforcera son appui à l'AFRA.

Le rôle de l'AIEA dans le domaine des garanties est également traité de manière satisfaisante dans le rapport. Il s'agit d'un rôle qui va certainement s'accroître à mesure que l'Agence s'acquittera des obligations qui lui incombent en vertu des accords de garanties du Traité sur la non-prolifération (TNP). Ma délégation tient à réaffirmer l'appui du Nigeria aux mesures propres à renforcer le système des garanties de l'Agence. A ce propos, nous avons suivi avec intérêt les progrès importants réalisés par l'Agence en ce qui concerne l'application du système des garanties et le renforcement du régime de non-prolifération. Nous notons tout particulièrement que les perspectives de la non-prolifération dans notre région se sont améliorées grâce à l'adhésion de l'Afrique du Sud au TNP et grâce à la négociation et à la signature d'un accord de garanties par ce pays avec l'Agence. Nous reconnaissons que cette évolution pourrait faciliter la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans notre région, conformément à la résolution du Caire de 1964 de l'Organisation de l'unité africaine. Il est indispensable que l'accord de garanties soit appliqué strictement, dans le cadre des garanties intégrales de l'AIEA. Nous prions instamment la communauté internationale de donner au Directeur général le soutien nécessaire pour y parvenir.

Le Nigeria partage l'inquiétude que suscite la sécurité des installations nucléaires partout dans le monde. Nous sommes donc heureux de l'élargissement du programme de sûreté nucléaire de l'Agence, et nous louons l'imagination et l'esprit d'initiative dont a fait preuve son secrétariat en la matière. A cet égard, nous notons que l'Agence a organisé une Conférence internationale sur la sûreté nucléaire, Stratégie pour l'avenir, qui s'est tenue à Vienne au début du mois de septembre dernier. Les conclusions de la Conférence constituent une contribution importante à la recherche d'un système international de sûreté nucléaire propre à pallier cette inquiétude. Nous prions tous les Etats de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les installations du monde entier soient réellement sûres et bien réglementées et qu'elles ne représentent aucun danger pour la santé humaine ou l'environnement.

M. Adekunye (Nigéria)

Je voudrais maintenant passer à la question du mouvement transfrontière de déchets radioactifs. En tant que participant actif aux débats qui ont abouti à l'adoption du Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs, le Nigéria estime que l'application effective du Code est de la plus haute importance pour protéger les pays en développement contre le dépôt de déchets radioactifs et de matières toxiques sur leur territoire. Nous ne devons pas permettre que les progrès réalisés en la matière par la communauté internationale soient annulés. Nous devrions, au contraire, faire du Code la pierre angulaire d'une nouvelle convention destinée à contrôler les mouvements transfrontaliers de déchets radioactifs.

Pour conclure, ma délégation estime que l'Agence a fait un travail remarquable au cours de l'année écoulée et qu'elle a ainsi renforcé la confiance que la majorité écrasante de ses Etats membres accorde à ses activités. Son rôle dans le renforcement de la non-prolifération s'est accru, et elle s'est montrée capable de répondre aux défis que doivent relever les Etats membres, notamment les pays en développement, dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Elle s'est montrée à la hauteur de ces défis avec un budget à croissance zéro. Ces défis se multiplieront, et ils exigent davantage, et non pas moins de ressources. Il est certain pour ma délégation que, moyennant ces ressources supplémentaires, l'Agence saurait répondre aux attentes grandissantes de ses Etats membres. Nous espérons que la volonté politique d'aborder cette question sera aussi forte que le soutien que le rapport a reçu des délégations. Par ces quelques brèves observations, ma délégation exprime son appui au projet de résolution relatif au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui figure dans le document A/46/L.10.

M. ELARABY (Egypte) (interprétation de l'arabe) : Je voudrais tout d'abord exprimer la reconnaissance de ma délégation à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour sa déclaration sur les activités de l'Agence en 1990, telles qu'elles figurent dans le rapport de l'Agence.

La délégation égyptienne voudrait réaffirmer à cette occasion son appui au rôle important que joue l'AIEA dans la consolidation du régime de

M. Elarsby (Egypte)

non-prolifération, rôle indispensable s'il en fut pour atteindre l'objectif auquel nous aspirons tous - l'élimination des graves dangers qui continuent de menacer la communauté internationale dans son ensemble. Nous devons donc absolument tous poursuivre nos efforts en vue d'éliminer toutes les capacités nucléaires destructrices.

M. Elaraby (Egypte)

En même temps, l'Egypte demande que l'on soutienne l'Agence dans ses fonctions, en particulier actuellement, étant donné l'évolution positive des relations internationales qui indique la possibilité de réaliser des progrès concrets en la matière - surtout maintenant que nous sommes sur le point d'examiner l'avenir du Traité sur la non-prolifération.

L'Egypte se félicite donc des deux résolutions adoptées par la Conférence générale de l'Agence à sa session de cette année, qui portent sur l'application du régime des garanties dans son ensemble à toutes les installations nucléaires au Moyen-Orient comme en Afrique du Sud. Nous espérons que de nouvelles mesures pratiques seront prises pour soutenir le rôle de l'Agence à cet égard. L'Egypte demande à tous les pays en général, et aux pays du Moyen-Orient en particulier, qui n'ont pas encore soumis toutes leurs installations nucléaires sous le régime d'inspection des garanties de l'Agence, de s'empressement de rectifier cette situation afin de supprimer les ambiguïtés de leurs programmes nucléaires qui risquent de susciter un manque de crédibilité en ce qui concerne le pacifisme de leurs intentions.

L'Agence a indiqué clairement cette année qu'elle était capable de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par le Conseil de sécurité, à savoir la surveillance de l'application des obligations découlant du Traité sur la non-prolifération, en vue de réaliser les objectifs du Traité. D'autre part, l'Agence peut contribuer de façon positive à libérer le Moyen-Orient de tout genre d'armes de destruction massive. C'est un principe qui a déjà été clairement approuvé par le Conseil de sécurité et que nous nous efforçons de mettre à exécution le plus rapidement possible pour réduire les tensions dans notre région, qui est depuis si longtemps en proie aux conflits et à l'instabilité.

Je voudrais, à cette occasion, dire combien j'apprécie le rôle actif de l'Agence en vue de coopérer avec les pays en développement dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Les pays en développement doivent utiliser cette source d'énergie importante s'ils espèrent développer leurs économies et apporter la prospérité à leurs peuples. Cette activité importante de l'Agence dans ce domaine ne fait que confirmer les possibilités de coopération fructueuse qui existent dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire au service de nobles objectifs, que nous devons tous encourager.

Le **PRESIDENT** : A la demande d'un certain nombre de délégations, le vote sur le projet de résolution A/46/L.10 est remis à demain après-midi. Un amendement au projet soumis par l'Iraq est paru sous la cote A/46/L.12 et a été distribué aux membres de l'Assemblée. Je prie les représentants de prendre note des corrections ci-après au document A/46/L.12. Le texte proposé par l'Iraq n'est pas censé remplacer le paragraphe 4 du projet de résolution. Il s'agit, en fait, d'un nouveau paragraphe. Il convient donc de modifier en conséquence la numérotation des paragraphes suivants. La résolution GC(XXXV)/RES/570, mentionnée dans l'amendement iraquien, est une résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Un représentant a demandé à exercer son droit de réponse. Puis-je rappeler aux membres que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les déclarations dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place?

Je donne la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. KIM (République populaire démocratique de Corée) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais me référer aux déclarations faites par les représentants de l'Australie, du Japon et de la Corée du Sud. Je tiens à rappeler à ces représentants que, le 2 octobre, ici même, le Premier Ministre du Conseil administratif de la République populaire démocratique de Corée a clairement exposé notre position sur cette question. Nous avons dit à plusieurs reprises que nous n'avions nullement l'intention de mettre au point des armes nucléaires, et que nous n'en avons pas la capacité. Nous avons adhéré au Traité sur la non-prolifération dans l'espoir que, grâce à ce Traité, nous arriverions à nous débarrasser de la menace nucléaire constante qui pèse sur nous.

En juillet dernier, nous avons donné notre approbation au texte de l'accord de garanties avec l'AIEA, en espérant que les Etats-Unis prendraient les mesures appropriées pour se conformer à leurs obligations en vertu du Traité. A notre vive déception, toutefois, à la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA tenue en septembre, certains pays, y compris l'Australie et le Japon, ont insisté pour faire adopter une résolution dont le seul

M. Kim (Rép. pop. dém. de Corée)

objectif était de porter atteinte à notre dignité et de nous imposer une pression internationale, nous empêchant ainsi, par des moyens artificiels, de conclure l'accord de garanties.

Selon la procédure normale suivie précédemment, le Conseil des gouverneurs aurait adopté le texte convenu, mais, en cette occasion, une clause supplémentaire y a été ajoutée dans le but de faire pression sur nous.

La conclusion d'accords est une question qui relève de la souveraineté de chaque pays. Mon pays est un petit pays et il estime que son indépendance et sa souveraineté sont une question de vie ou de mort. Il nous est donc difficile de conclure un accord quel qu'il soit sous l'effet de pressions qui visent à saper notre souveraineté.

Mon pays est le seul au monde à subir une menace nucléaire constante. Nous n'imposons aucune condition à la signature de l'accord de garanties, mais nous demandons à un Etat doté d'armes nucléaires de respecter ses obligations en vertu du Traité. Si l'Australie et le Japon veulent contribuer de manière positive à la solution de ce problème, ils devront adopter une attitude impartiale. Quant au représentant de la Corée du Sud, il n'est pas qualifié pour parler de cette question. Jusqu'à présent, les autorités de la Corée du Sud ont soutenu qu'il n'y avait pas d'armes nucléaires en Corée du Sud. Mais, comme on le sait fort bien maintenant, des armes nucléaires américaines y sont déployées. La mise à disposition de sites de déploiement d'armes nucléaires capables de détruire notre pays va à l'encontre de nos intérêts. J'espère que les Etats-Unis feront face à leurs responsabilités et que leur comportement anti-national leur fera honte.

Il a maintenant été confirmé qu'il y a des armes nucléaires en Corée du Sud. Le retrait de toutes ces armes et l'élimination de cette menace nucléaire à laquelle nous sommes ainsi exposés sont une condition préalable indispensable au règlement de la question de l'accord de garanties. Nous prenons note de l'engagement pris récemment par les Etats-Unis en ce qui concerne l'élimination des armes nucléaires, et nous espérons que toutes les armes de ce type déployées en Corée du Sud seront bientôt retirées de ce pays.

La séance est levée à 13 heures.